



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/47

2 avril 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 13 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**DECLARATION D'ADDIS-ABEBA DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
A L'OCCASION DES PREPARATIFS DE LA SEPTIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES
NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT**

* E/ECA/TPCW.8/1.
** E/ECA/CM.13/1.

DECLARATION D'ADDIS-ABEBA DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE ET DU
DEVELOPPEMENT DANS LE CADRE DES PREPARATIFS
DE LA SEPTIEME SESSION DE LA CONFERENCE
DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET
LE DEVELOPPEMENT

(Addis-Abeba (Ethiopie), 18 mars 1987)

TABLE DES MATIERES

Paragraphes

PREMIERE PARTIE	Déclaration d'Addis Abeba des Ministres africains du commerce et du développement dans le cadre des préparatifs de la septième session de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement... 1 - 15
DEUXIEME PARTIE	Ressources pour le développement y compris les ressources financières et questions monétaires connexes..... 1 - 21
	Produits de base 22 - 129
	Commerce international 130 - 172
	Problèmes que posent les relations commerciales entre pays à système économiques et sociaux différents 173 - 188
	Problèmes des pays les moins avancés eu égard au nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80, en faveur des pays les moins avancés..... 189 - 201

1. Nous, ministres africains du commerce et du développement, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie) du 16 au 18 mars 1987, avons adopté une position commune sur les questions relatives au commerce et au développement. Celle-ci constitue notre contribution aux propositions que la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77 présentera à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, prévue à Genève (Suisse) du 9 au 31 juillet 1987. En formulant cette position, nous avons constamment eu à l'esprit le développement de notre continent et la nécessité de renforcer notre solidarité avec d'autres régions membres du Groupe des 77, dans le souci commun de relancer et de développer la coopération économique internationale dans le domaine du développement afin d'instaurer le nouvel ordre économique international.

2. Le monde en développement traverse une crise d'une ampleur sans précédent qui s'est traduite dans de nombreux pays en développement par un arrêt du processus de développement. A la veille de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le mouvement des ressources financières est considérablement réduit et de nombreux pays en développement connaissent une sortie nette de capitaux. L'endettement des pays en développement constitue un obstacle à la mobilisation de ressources financières aux niveaux national et international pour le développement. La baisse sans précédent des cours des produits de base prive les pays en développement de recettes d'exportation nécessaires au financement de leurs importations qui sont indispensables à un développement soutenu et qui permettraient, entre autres, d'assurer le service de la dette. Du fait que les règles du commerce international ne sont plus respectées, le commerce des pays en développement se heurte à des obstacles arbitraires. Cette situation entraîne des contraintes intolérables pour les sociétés et les systèmes politiques.

3. Nous sommes vivement préoccupés par la situation économique critique que traversent encore un grand nombre de pays africains et qui s'est aggravée au cours des années 80. Du fait de l'effondrement du marché international des produits de base, l'Afrique ne peut plus miser sur le commerce comme un moyen d'assurer la croissance et le développement. A titre d'exemple, en 1985 les recettes d'exportation des pays africains se sont élevées à 60,6 milliards de dollars mais elles sont tombées à 44,3 milliards de dollars en 1986 et il faut y ajouter les paiements au titre du service de la dette, lesquels sont estimés à 25 milliards de dollars par an - de 1986 à 1990. Devant le manque de ressources, les gouvernements africains ont, dans leurs budgets, réduit de façon draconienne les dépenses consacrées aux importations ainsi que celles destinées à l'investissement et à la création d'emplois. Il en résulte qu'une grande partie de nos populations continue de connaître de graves pénuries alimentaires et sont donc menacées de famine et de malnutrition.

4. Etant donné que cette situation résulte d'une série de facteurs internes et externes nous réaffirmons énergiquement que le développement de nos sociétés nous incombe au premier chef. A cet effet, nous nous employons à édifier une économie viable assurant une croissance soutenue de façon à tirer davantage profit de la production destinée aux marchés nationaux et internationaux.

Néanmoins, la détérioration de l'environnement international, facteur aggravant de la crise actuelle, échappe à notre contrôle. Ni les efforts des seuls pays africains ni le libre jeu des forces du marché ne peuvent apporter une solution s'il n'y a pas un changement fondamental des structures économiques internationales, des attitudes et des politiques des principaux pays industrialisés à l'égard des pays africains.

5. C'est compte tenu de cette situation que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont, à leur vingt-et-unième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba en juillet 1985, adopté le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, pour réorienter les politiques et programmes de redressement et de croissance de l'Afrique au cours de cette période. Par la suite, l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie en session extraordinaire en mai-juin 1986, a adopté à l'unanimité le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, exprimant ainsi la solidarité de la communauté internationale avec l'Afrique et sa volonté de rechercher des solutions efficaces et durables aux problèmes économiques et sociaux du continent. Néanmoins, bien que les pays africains dans leur ensemble aient commencé à mettre en oeuvre le Programme prioritaire, nous déplorons que la communauté internationale n'ait pas respecté son engagement de fournir des ressources substantielles pour appuyer la mise en oeuvre du Programme d'action.

6. Pour nous, Ministres africains du commerce et du développement, c'est le développement de nos économies dans un environnement international favorable qui détermine les priorités d'action. Celles-ci ont trait au financement nécessaire pour le développement économique de nos pays.

7. Le financement du développement suppose la mobilisation de l'épargne intérieure, de l'aide publique au développement, d'investissements étrangers et de crédits bancaires. Toutefois, l'épargne intérieure ne peut augmenter de façon rapide sans un allègement du fardeau de la dette un processus de développement accéléré, un accroissement en volume des exportations un relèvement des cours des produits de base et une amélioration des termes de l'échange. Par ailleurs, les investisseurs étrangers et les organismes accordant des prêts aux conditions du marché sont découragés par l'ampleur de la dette contractée à des taux d'intérêt excessifs et à des conditions défavorables. Par conséquent, le développement de nos structures de production nécessitera un financement supplémentaire, notamment une révision des conditions dans le cadre d'une stratégie d'endettement tenant compte de nos objectifs de développement. Il faudra également accroître substantiellement des flux d'APD pour appuyer la réalisation de nos objectifs économiques et sociaux.

8. Une autre série de mesures prioritaires comprend les actions nécessaires à la réalisation de l'objectif global du Programme intégré pour les produits de base, qui consiste à fournir des ressources pour le développement et la diversification des économies reposant sur les produits de base. A cette fin, nous lançons un appel pour que l'Accord portant création du Fonds commun soit ratifié d'urgence afin que le Fonds devienne opérationnel, pour que des accords internationaux sur les produits de base et d'autres mécanismes soient conclus, ou établis afin de stabiliser les marchés et les cours, pour que les mécanismes de financement compensatoire soient élargis et améliorés, qu'une nouvelle facilité élargie soit créée, que nos matières premières et nos produits transformés

aient un accès accru sur les marchés et que les subventions à la production et aux exportations agricoles des pays industrialisés soient supprimées. Nous recherchons en outre un financement supplémentaire et demandons un transfert de technologie pour le traitement, la commercialisation, la distribution et le transport de nos produits de base.

9. Dans le domaine du commerce international, nous demandons fermement la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires dressées contre les produits exportés par les pays africains, y compris les produits tropicaux et les matières premières transformées. A cet égard, les politiques commerciales que certains pays développés ont adoptées pour des raisons n'ayant rien à avoir avec l'économie ne sauraient être ignorées. Bien que l'Assemblée générale des Nations Unies ait condamné l'adoption unilatérale et collective, pour des raisons politiques, de sanctions économiques et commerciales contre des pays en développement, des sanctions continuent d'être imposées. Nous attachons en outre une grande importance à l'assistance financière et technique qui nous permettra d'accroître et de diversifier notre capacité de produire et de commercialiser des produits manufacturés destinés à l'exportation, notamment dans le cadre des échanges Sud-Sud d'une part et entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est (Sud-Est), de l'autre.

10. Nous sommes en outre gravement préoccupés par l'augmentation du nombre de pays africains classés parmi les pays les moins avancés et par la détérioration de leur situation économique et sociale, ainsi que par celle des pays les moins avancés des autres régions. Ces pays se heurtent à d'énormes obstacles structurels à leur développement et sont très vulnérables sur le plan économique. Malgré la difficulté de la tâche ces pays, entreprennent des réformes politiques courageuses. Cependant, il est évident qu'ils ne pourront pas tous seuls atteindre leurs objectifs de redressement économique et de développement. C'est pourquoi nous soulignons le fait qu'il importe d'urgence de transférer des ressources extérieures supplémentaires aux pays les moins avancés et d'honorer pleinement tous les engagements figurant dans le nouveau Programme substantiel d'action.

11. La communauté internationale se doit de concevoir, convenir et appliquer un certain nombre de politiques et mesures concrètes destinées à relancer le développement, la croissance et le commerce international par le biais de la coopération multilatérale. C'est une tâche qui requiert un effort commun et soutenu de la part de la communauté internationale.

12. Nous sommes préoccupés par le fait que d'importants engagements ont été reniés et que plusieurs actions, mesures et politiques énoncées dans des résolutions et décisions de la CNUCED adoptées à l'unanimité ou par consensus ont été négligées. Nous proposons par conséquent qu'un mécanisme soit mis en place dans le cadre du Groupe des 77 afin d'évaluer et de contrôler constamment l'application des recommandations et résolutions de la CNUCED et proposons en outre que la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement demande au Conseil du commerce et du développement de procéder régulièrement à une évaluation systématique de l'application des mesures particulières recommandées par la CNUCED.

13. Nous réaffirmons le rôle important joué par la CNUCED, depuis sa création, dans le domaine de la coopération économique internationale pour le commerce et le développement et soulignons la nécessité de préserver l'esprit et les objectifs de la CNUCED tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et dans les résolutions et décisions ultérieures visant à permettre à la CNUCED de s'acquitter plus efficacement de son mandat.

14. La septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sera une occasion propice pour la communauté internationale d'examiner l'interdépendance de l'économie mondiale et les conséquences de la situation économique actuelle sur le commerce et le développement des pays en développement. Nous espérons également que cette session permettra de mieux faire respecter les engagements contenus dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique dans les domaines des ressources financières, des produits de base et du commerce international, compte tenu de la situation particulière des pays les moins avancés et de la nécessité d'améliorer l'environnement extérieur du développement tel que prescrit dans le Programme d'action.

15. A cette fin, nous avons joint les propositions suivantes :

LE POINT 8 (A) DE L'ORDRE DU JOUR
PROVISOIRE DE LA CONFERENCE

RESSOURCES POUR LE DEVELOPPEMENT, Y COMPRIS LES RESSOURCES
FINANCIERES, ET QUESTIONS MONETAIRES CONNEXES

1. Evaluation de la situation

1. Les quelques dernières années ont été marquées par divers coups d'arrêt portés au processus de développement et par une crise internationale de la dette d'une ampleur, d'une durée et d'une gravité sans précédent. La plupart de pays en développement ont accusé un brutal ralentissement de leur rythme de croissance économique, certains connaissant même une croissance négative. Dans bien des pays, le revenu par habitant est retombé à des niveaux qui avaient été dépassés dix ans auparavant. L'accumulation de capital et le niveau de vie ont diminué, de même que les investissements dans le domaine des ressources humaines, et les niveaux d'éducation, de santé et de nutrition se sont également dégradés. Tant la croissance réelle que les perspectives de développement futures sont ainsi apparues gravement compromises.

2. Il s'agit donc d'une crise du développement d'une ampleur et d'une gravité sans précédent, qui a eu pour cause sous-jacente la détérioration de l'environnement commercial et financier extérieur.

- Les taux d'intérêt réels ont atteint des niveaux extraordinairement élevés.

- Les prix des produits de base exportés par les pays en développement sont tombés à leur plus bas niveau depuis 50 ans.

- Les fluctuations et l'instabilité des taux de change des principales monnaies.

- Dans le même temps, les pays en développement ont perdu des marchés d'exportation essentiellement à cause de l'intensification du protectionnisme sur leurs principaux marchés et du ralentissement de la croissance;

- En outre la diminution de la croissance dans les pays en développement a entraîné une perte de dynamisme de leur commerce mutuel.

- La forte baisse de l'APD en termes réels.

3. A l'alourdissement du service de la dette en raison de la hausse des taux d'intérêt et d'une forte contraction de leur capacité d'assurer le service de la dette due à la détérioration de leurs termes de l'échange et de leurs recettes d'exportation s'est ajouté pour de nombreux pays en développement un brusque effondrement des prêts consentis par les marchés internationaux de capitaux privés et plus particulièrement par les banques commerciales.

4. Le comportement procyclique des flux privés s'est accompagné d'un ralentissement, et dans certains cas d'une contraction des flux publics du fait des attitudes négatives adoptées en matière de financement du développement par certains grands donateurs. Le niveau de l'APD fournie par de nombreux pays développés est resté bien en deça de l'objectif fixé au plan international. De surcroît, la qualité des flux d'APD s'est dégradée en raison à la fois d'une tendance accrue à les utiliser à des fins commerciales et de l'application de conditions d'octroi plus rigoureuses. Le niveau des investissements étrangers directs et des crédits à l'exportation garantis par l'Etat a également chuté, en partie à cause de la réduction des niveaux d'investissement dans les pays en développement imputable à l'aggravation des difficultés de balance des paiements.

5. La combinaison de ces facteurs défavorables a provoqué une contraction spectaculaire, voire une évolution fortement négative des apports nets de ressources financières aux pays en développement. Pour la seule année 1985, les sorties nettes des devises des pays en développement ont totalisé 31 milliards de dollars. Cette situation anormale a obligé un certain nombre de pays en développement à entretenir des excédents commerciaux, principalement par une compression de leurs importations, représentant plusieurs points de pourcentage de leur revenu national - ce qui constitue une charge qui vient s'ajouter aux pertes de revenu découlant de la détérioration des termes de l'échange et d'une perte de croissance des marchés d'exportation. C'est ainsi que pour la première fois depuis l'ère coloniale, les pays en développement dans leur ensemble se retrouvent à nouveaux fournisseurs nets de ressources aux pays industrialisés. Il s'agit là d'un grave revers pour la cause du développement, qui risque d'affaiblir encore le système de commerce et des paiements.

6. La réduction massive de la consommation de biens et de services nécessaires pour compenser la détérioration de l'environnement commercial et l'hémorragie financière a non seulement perturbé l'économie des pays en développement, mais aussi accru les tensions sociales; de plus, le comportement adopté par différents secteurs de la société dans le souci de protéger leurs revenus réels a considérablement alimenté les pressions inflationnistes. Au niveau international, les excédents commerciaux ainsi imposés aux pays en développement ont accentué les tensions commerciales et contribué encore à l'intensification des pressions protectionnistes, en pesant sur la production et l'emploi dans les pays développés. Malgré la nécessité d'ouvrir davantage les marchés pour tenir compte des ajustements réalisés par les pays en développement, des mesures de restriction du commerce nouvelles et plus complexes sont venues s'ajouter à l'arsenal de mesures protectionnistes qui entravent les exportations des pays en développement.

7. Tous les pays en développement ont payé un lourd tribut à la crise économique mondiale, et plus particulièrement ceux d'Afrique qui pour des raisons historiques connaissent une pauvreté généralisée et un niveau de vie qui ne dépasse guère le seuil de pauvreté. Leurs efforts d'ajustement les ont conduits aux limites, et parfois même au-delà de ce qui était socialement tolérable, (et il leur est indispensable pour financer leur ajustement et leur développement, de recevoir un financement supplémentaire substantiel à

- 3 -

8. L'effort d'ajustement exigé des pays en développement a été particulièrement onéreux du fait que les pays développés n'ont pas su compenser le préjudice infligé aux pays en développement par leurs politiques macro-économiques et commerciales restrictives. En conséquence, les taux d'intérêt réels sont demeurés extraordinairement élevés et la demande d'importations en provenance des pays en développement faible; les prix des produits de base et les termes de l'échange des pays en développement sont restés à un niveau très bas; et le protectionnisme a continué de progresser, malgré les engagements de maintien du statu quo et de démantèlement. Le seul résultat positif des politiques suivies par les pays développés a été la maîtrise de l'inflation - et ce, principalement aux dépens des pays en développement, grâce à la baisse des prix du pétrole et des produits de base autres que le pétrole.
9. L'absence d'ensemble coordonné de politiques de croissance et les faiblesses du système monétaire international, auquel il manque un cadre véritablement multilatéral et cohérent, ont conduit à un affaiblissement de l'économie globale, et par conséquent à une situation peu propice à la revitalisation du commerce international et du développement ainsi qu'à un règlement de la crise d'endettement à la satisfaction de toutes les parties. Dans le même temps, l'optique dans laquelle la crise d'endettement est abordée, et dont le caractère déséquilibré reprend et accentue d'autres asymétries et inéquités de l'ordre économique international, s'oppose à la relance du processus de développement et fait de la dette des pays en développement un frein à la fois au développement de ces pays et à la croissance de l'économie mondiale dans son ensemble.
10. Les pays en développement ne sauraient donc partager la satisfaction qu'affichent d'aucuns dans les pays développés à l'égard des tendances économiques mondiales, satisfaction qui se nourrit d'un attachement obstiné à des politiques restrictives et non coordonnées, quelles qu'en soient les conséquences globales. Or, ces conséquences sont extrêmement dangereuses pour tous; de fait, elles vont jusqu'à constituer une menace pour le système financier international ainsi que pour le fonctionnement et la viabilité du système commercial international. L'environnement économique général résultant des politiques appliquées par les principaux pays industrialisés fait obstacle aux efforts de développement des pays en développement.
11. Plus de quatre ans après le début de la crise, la façon dont les pays développés créanciers abordent le problème de la dette reste inéquitable, unilatérale et partielle. Bien que paraissant procéder d'une démarche par cas d'espèce, elle a en réalité été fondée sur certains principes uniformes qui ne tiennent pas compte des problèmes fondamentaux.

- Cette approche a été exclusivement conçue pour protéger les intérêts à court terme des créanciers, sans qu'il fût tenu compte de ce que les pays en développement n'avaient pas tous la même capacité de remboursement.

- Elle part du postulat erroné selon lequel la crise de la dette résulte d'une mauvaise gestion de la part des pays débiteurs et omet donc toute référence à la nécessité d'un ajustement symétrique dans les pays développés et dans les pays en développement.

- 4 -

- Elle repose sur des préjugés simplistes quant à la nature des politiques appropriées, qui ne tiennent pas dûment compte de la spécificité des pays pour ce qui est de leur stade de développement et de leurs conditions sociales et politiques.

- Au lieu de fournir aux pays débiteurs des ressources suffisantes pour leur permettre de renforcer et de restructurer leurs capacités de production, elle a visé à comprimer fortement l'économie de ces pays afin d'obtenir un transfert extérieur de ressources. Ce qui a provoqué de graves crises sociales.

12. Ces caractéristiques ont fait que les responsabilités face aux problèmes de la dette n'ont pas été équitablement réparties entre les diverses parties en cause : les coûts du service de la dette ont été exclusivement supportés par les pays en développement débiteurs. Les périodes de remboursement, de grâce et de consolidation sont restées courtes. Les nouveaux apports financiers ont tout juste permis aux pays débiteurs d'assurer le paiement des intérêts, en ne laissant que peu ou pas de marge pour une croissance du revenu, même exprimé en revenu par habitant. En outre, des conditions à la fois rigides et inappropriées ont été imposées.

13. Toutes les possibilités d'ajustement au prix de mesures de contraction ayant été épuisées et les limites de ce qui était politiquement et socialement tolérable ayant été atteintes ou même dépassées, il a enfin été reconnu, dans le principe, que sans une reprise de leur développement, les débiteurs ne seraient pas en mesure de s'acquitter de leurs obligations dans le long terme et ce quelle que soit leur détermination, et qu'en outre, sans apport de ressources extérieures, le développement et la croissance ne sauraient être ravivés. Il y a toutefois une contradiction flagrante entre cette reconnaissance de principe de la nécessité de placer la croissance et le développement au centre de la stratégie de résorption de la dette et les appels incessants lancés aux pays en développement pour qu'ils continuent de procéder à des ajustements restrictifs. Le Groupe des 77 ne peut s'empêcher de percevoir une note d'ironie dans ces appels dès lors que les pays en développement se voient contraints de transférer plus de ressources aux pays développés qu'ils n'en reçoivent de ces mêmes pays.

14. Du point de vue des pays africains le caractère inapproprié et insuffisant du Plan Baker est désormais tout à fait patent. Ce plan ne vise qu'à continuer de favoriser la tendance à l'application de politiques de laissez-faire dans les pays en développement, en ne dégageant qu'un modeste volume de prêts bancaires "involontaires" et en renforçant le rôle de la Banque mondiale maintenant que le FMI est devenu un bénéficiaire net de fonds provenant du monde en développement. Il ne propose donc aucune stratégie concrète en rapport avec l'ampleur et la nature de la crise, capable de restaurer la solvabilité et de relancer la croissance. Il continue de faire peser de façon inéquitable le poids des mesures d'ajustement sur les pays débiteurs au lieu de lier toute mesure relative à la dette à une action tendant à revitaliser l'économie mondiale dans son ensemble. Cette revitalisation nécessiterait une action coordonnée, non pas simplement du seul Groupe des 5, mais aussi avec la participation des pays en développement.

renforcer les prix des produits de base, augmenter les liquidités, améliorer l'accès aux marchés et assurer la stabilité des taux de change.

a) En surestimant l'ampleur et la rapidité des avantages qui pourraient découler des réformes structurelles préconisées et des investissements étrangers directs, et en sous-estimant les difficultés et les inconvénients correspondants, le Plan Baker exige des populations des pays débiteurs de lourds sacrifices supplémentaires, alors que les sacrifices déjà consentis ont été d'une ampleur excessive.

b) Le Plan Baker ne reconnaît pas non plus la nécessité, concernant le service de la dette, d'en ajuster le coût en fonction de la capacité des pays.

c) Enfin, il ne prévoit pas d'apports adéquats de ressources, que ce soit de la part des banques privées, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, en particulier le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne, ou à travers le mécanisme d'ajustement structurel du FMI. Les ressources de ces deux mécanismes sont extrêmement modestes par rapport aux objectifs avoués. Le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne, par exemple, a déjà engagé plus de la moitié de ses ressources au cours de sa première année d'activité.

15. Pour la plupart des pays en développement, la situation de la dette reste le plus gros obstacle à la croissance. Les perspectives sont, dans l'état actuel des choses, des plus sombres puisque dans un certain nombre de pays en développement, les obligations au titre de la dette dépassent la capacité de l'économie nationale. Mais plus intolérable encore est la conditionnalité croissante dont sont assortis les apports financiers extrêmement insuffisants encore accordés aux pays en développement, conditionnalité qui dans de nombreux cas tend à affaiblir l'indépendance et la souveraineté de ces pays quant aux choix de leurs priorités de développement et de leur système social et politique.

16. Les pays en développement ont besoin de financement. Il est impératif de mobiliser des fonds et de mettre au point de nouveaux instruments afin d'enrayer et d'inverser l'actuel transfert négatif de ressources, qui empêche toute accumulation de capital. Aucun ajustement structurel visant à accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources ne saurait compenser l'hémorragie que représente ce transfert négatif de ressources. Or, sans ressources, il ne peut y avoir d'expansion, et sans expansion, il est impossible de créer le climat dynamique nécessaire pour stimuler l'investissement, qui est la seule voie vers la croissance.

17. L'ampleur du problème est toutefois telle qu'un accroissement des flux financiers extérieurs ne saurait à lui seul constituer une solution suffisante. Il est indispensable de prendre des mesures parallèles et coordonnées en vue d'abaisser les taux d'intérêt, de remédier à la pénurie de liquidité que connaissent les pays en développement, de relever les prix des produits de base, de stabiliser les taux de change, d'accroître et améliorer l'accès des produits des pays en développement aux marchés internationaux.

Une action coordonnée est nécessaire pour corriger l'asymétrie actuelle du fonctionnement du système monétaire international. L'objectif de ce système, qui est de servir équitablement tous les membres de la communauté internationale, est battu en brèche par la très forte concentration actuelle du pouvoir de décision entre quelques-uns des pays les plus développés. Toute coordination est inconcevable sans la participation active des pays en développement. Le monde ne peut désormais plus assister passivement à un spectacle où le sort de tous est décidé par quelques-uns.

2. Objectifs du Groupe des 77

18. Pour le Groupe des 77, la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement constitue une occasion importante et combien nécessaire de parvenir à des accords concertés et pragmatiques sur les principales questions suivantes dans le domaine des ressources financières pour le développement et des questions monétaires connexes :

A. Mettre au point une stratégie de la dette efficace, fiable et axée sur le développement, visant à dégager une solution globale et durable du problème de la dette des pays en développement. Il n'existe aucune contradiction entre la nécessité d'une telle solution globale et l'attention particulière qui doit être accordée à la situation économique, aux perspectives de développement et à la capacité d'assurer le service de la dette des divers pays en développement endettés. La nécessité de placer la croissance et le développement au centre d'une stratégie de la dette viable bénéficiant d'une reconnaissance de principe, il incombe à la Conférence à sa septième session de déterminer tous les éléments de cette stratégie et d'en promouvoir la mise en oeuvre. Cette stratégie implique un dialogue, un partage des responsabilités et une coopération accrue entre toutes les parties intéressées - gouvernements des pays développés créanciers et des pays en développement débiteurs, institutions financières internationales et banques - ainsi qu'un ajustement équitable et symétrique. La bonne approche à adopter ne saurait être seulement de caractère technique. Il faut en effet prendre en considération les divers aspects politiques, économiques et sociaux du problème de façon à permettre l'adoption de politiques et de mesures adéquates. Il convient de promouvoir toutes les mesures parallèles indispensables au succès de cette stratégie - amélioration de l'accès des exportations des pays en développement aux marchés, abaissement des taux d'intérêt réels, renforcement et stabilisation des prix des produits de base, stabilisation et alignement des taux de change et poursuite de politiques macro-économiques plus vigoureuses et davantage axées sur la croissance dans les principaux pays développés.

B. Revitaliser toutes les filières d'apport de ressources financières aux pays en développement : APD, autres apports publics, prêts bancaires et investissements privés. Il faudrait accroître le volume et améliorer la qualité de l'APD, et souscrire des engagements concrets conformément aux objectifs convenus au niveau international. Les autres flux bilatéraux et multilatéraux, en particulier ceux à des conditions de faveur, émanant des pays développés ainsi que les prêts bancaires devraient reprendre à un rythme permettant aux pays en développement non seulement de maintenir leur capacité d'assurer le service de la dette, mais aussi et surtout d'accroître leur production et leurs investissements, ce qui contribuerait à une revitalisation décisive de leur processus de développement. Les pays en développement qui souffrent d'une pauvreté massive ont plus particulièrement besoin de flux à des conditions de faveur, et c'est pourquoi la communauté internationale devrait accorder une priorité élevée à la revitalisation de cette catégorie d'assistance financière. Un environnement économique plus favorable et de meilleures perspectives de développement dans les pays en développement devraient encourager des investissements étrangers plus durables, devant être orientés de façon à contribuer à la réalisation des objectifs fixés par les pays en développement eux-mêmes.

Des ressources accrues devraient être fournies aux institutions financières internationales afin de leur permettre de jouer un rôle directeur dans le financement du développement. Il faudrait parvenir à un consensus sur les caractéristiques souhaitables d'un système financier plus efficace et davantage axé sur le développement. Ces caractéristiques devraient être les suivantes : échéances plus longues, certitude accrue quant au coût des emprunts, plus grande stabilité des flux de ressources, capacité d'adaptation rapide à l'évolution des besoins en capitaux des pays en développement et diversification accrue des sources de financement.

C. Promouvoir une réforme du système monétaire international, dans l'objectif d'en accroître la stabilité et l'équité, ainsi que la capacité de mieux répondre aux besoins en matière de développement des pays en développement. Indépendamment de la dynamique de la réforme, il faudrait accroître d'urgence l'offre de liquidités internationales en procédant, notamment, à une nouvelle allocation substantielle de DTS, tout en continuant à n'assujettir ces DTS à aucune condition. Les allocations de DTS devraient être liées aux besoins en matière de développement des pays en développement.

Tous les objectifs ci-dessus tendent vers un même but : enrayer le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés et les institutions financières internationales et rétablir un mouvement de flux financiers nets croissants en faveur des pays en développement. Cela implique une coopération internationale renforcée et équitable en matière monétaire et financière. La CNUCED a un rôle unique à jouer à cet égard, en tant que principal organisme pour l'examen des questions financières et monétaires liées au commerce et au développement. Une des tâches importantes de la septième session de la Conférence est donc de matérialiser les éléments figurant dans la résolution 41/202 de l'Assemblée générale, du 8 décembre 1986, relative à la dette extérieure et au développement, en un ensemble élargi de directives et de mesures pragmatiques plus concrètes.

- 8 -

3. Politiques et mesures proposées par le Groupe des 77

19. Le Groupe des 77 devrait demander que les participants à la septième session de la Conférence parviennent à un accord ferme sur la nécessité urgente de promouvoir un environnement économique international plus stable et plus favorable au développement grâce aux mesures suivantes : augmenter le taux de croissance de l'économie mondiale, garantir aux exportations des pays en développement un accès sensiblement élargi aux marchés des pays développés, renforcer et stabiliser les prix des produits de base, revitaliser toutes les filières d'apports financiers aux pays en développement, accroître les liquidités internationales, abaisser les taux d'intérêt réels et stabiliser les taux de change, promouvoir un système monétaire international équitable et élaborer et appliquer résolument une stratégie de la dette viable axée sur le développement.

20. Tous les pays participant à la septième session de la Conférence devraient souscrire sans ambiguïté à un tel accord, sans préjudice, toutefois, de la responsabilité principale incombant aux pays développés quant à son application, en raison des incidences déterminantes de leurs politiques macro-économiques, commerciales, budgétaires et monétaires sur l'environnement économique international.

21. Pour être utile et efficace, cet accord général devrait être assorti d'accords plus concrets sur trois principales catégories de politiques et de mesures urgentes. Pour plus de clarté, ces trois catégories de politiques et de mesures, quoique étroitement interdépendantes peuvent être classées et présentées comme suit :

A. POLITIQUES ET MESURES VISANT A L'ELABORATION ET A LA MISE EN OEUVRE D'UNE STRATEGIE AXEE SUR LA CROISSANCE POUR FAIRE FACE AUX PROBLEMES DE LA DETTE ET DU DEVELOPPEMENT, SUR LA BASE D'UN CONCEPT DE RESPONSABILITE PARTAGEE, D'UN DIALOGUE POLITIQUE ET D'UNE COORDINATION ENTRE TOUTES LES PARTIES INTERESSEES : GOUVERNEMENTS DES PAYS DEVELOPPES CREANCIERS ET DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DEBITEURS, INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET BANQUES. CES MESURES DEVRAIENT NOTAMMENT PORTER SUR LES POINTS SUIVANTS :

- i) Améliorer les opérations de rééchelonnement en prolongeant sensiblement les délais de remboursement, de grâce et de consolidation, et en tenant compte des flux de recettes d'exportation des pays en développement endettés;

- ii) Veiller à ce que le délai moyen de consolidation soit d'au moins 10 ans en particulier pour les pays comptant principalement sur les flux officiels garantis pour financer leurs programmes de développement;
- iii) Veiller ensuite à ce que les montants consolidés couvrent les paiements relatifs au service de la dette concernant tant la dette privée que la dette publique et servent à liquider en particulier la dette contractée à court terme et les paiements des arriérés;
- iv) Supprimer rapidement le stock des paiements des arriérés avec l'appui actif des institutions multilatérales qui devraient être invitées à financer une proportion substantielle de tels arriérés;
- v) Veiller à ce qu'aucune institution ou pays donateur ne devienne un bénéficiaire net de fonds en provenance de pays africains durant la période 1987-1990;
- vi) Veiller à ce que, dans le cadre des opérations de rééchelonnement de la dette, il ne soit pas demandé aux pays en développement endettés d'adopter des doctrines et des notions économiques incompatibles avec leur système économique et social;
- vii) Veiller à ce que, dans aucun cas, des concessions relatives à une dette ancienne ne puissent entraîner la réduction, la suspension de nouveaux flux financiers;
- viii) Octroyer des arrangements de rééchelonnement pluriannuel, qui devraient porter à la fois sur le remboursement du capital et sur les intérêts, et qui devraient être appliqués aussi bien à la dette publique ou garantie par l'Etat qu'à la dette contractée auprès des banques commerciales et comprendre un cofinancement de la Banque mondiale et des garanties sur les prêts des banques commerciales;
- ix) Supprimer l'exigence d'un accord préliminaire du Fonds monétaire international pour la négociation d'un rééchelonnement pluriannuel du service de la dette au sein du club de Paris;
- x) Instituer un mécanisme concernant la dette publique qui permettrait aux pays en développement intéressés, préalablement à la renégociation de leur dette dans les instances compétentes, d'examiner avec les créanciers publics bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'avec les créanciers privés intéressés, leur situation économique et leurs objectifs et perspectives de développement à moyen terme;
- xi) Différencier la dette existante des nouveaux flux de crédit aux fins de déterminer les taux d'intérêt;

- 10 -

- rii) Etablir, selon qu'il convient, un rapport entre le montant du service de la dette et la croissance du PNB, et d'autres indicateurs pertinents de la situation économique des pays en développement endettés, tel que les prix des produits de base afin de pouvoir ainsi adapter le service de la dette à la capacité de remboursement réelle de chaque pays en développement;
- xiii) Limiter les paiements au titre du service de la dette à un pourcentage déterminé des recettes d'exportation comptable avec les besoins en matière de développement et les besoins économiques et sociaux de chaque pays en développement endetté;
- xiv) Un moratoire d'au moins cinq ans sur le service de la dette contractée aussi bien auprès de prêteurs publics que privés, y compris la conversion en dons d'une partie importante des obligations des pays africains au titre du service de la dette;
- xv) Appliquer immédiatement intégralement sans discrimination les résolutions 161 (VI) de la Conférence et les résolutions 165 (S-IX) concernant l'ajustement rétroactif des termes de la dette et la résolution 222 (XXI) du Conseil du commerce et du développement relative aux conditions particulières convenues pour la réorganisation de la dette;
- xvi) Appliquer immédiatement les recommandations faites lors de l'examen global à mi-parcours du nouveau programme substantiel d'action pour les années 80, réalisé en 1985;
- xvii) Adopter d'urgence des solutions plus novatrices concernant les problèmes de la dette des pays en développement. Il faudrait à cet égard accorder une attention particulière aux problèmes des pays de l'Afrique subsaharienne, et des pays les moins avancés. Ces solutions devraient comprendre un rééchelonnement à long terme à des conditions moins onéreuses, la conversion d'une partie de la dette en dons et, l'annulation de la dette en particulier les pays les moins avancés;
- xviii) Inviter les pays développés créanciers et les institutions multilatérales financières, monétaires et bancaires à adopter de toute urgence des mesures concrètes visant à résoudre le problème de l'endettement extérieur de l'Afrique au niveau continental;
- xix) Les institutions multilatérales de financement du développement devraient accorder aux pays les moins avancés des mesures d'allègement de la dette exemptes de toutes conditions et au moins égales aux obligations en matière de service de la dette contractée par ces pays auprès desdites institutions;
- xx) Mener une action internationale parallèle et tout aussi vigoureuse en vue de dégager une solution axée sur la croissance au problème de la dette des pays en développement lourdement endettés;
- xxi) Créer à l'aide de ressources supplémentaires un nouveau mécanisme de crédit au FMI afin d'élargir le mécanisme de financement compensatoire,

xxi) Mettre en place au FMI et dans d'autres institutions multilatérales de nouveaux mécanismes afin d'aider les pays en développement qui, en raison de facteurs exogènes défavorables, ne sont pas en mesure de s'acquitter dans les délais établis de leurs obligations envers ces institutions.

xxii) Inviter le Conseil du commerce et du développement de suivre et d'évaluer régulièrement les décisions et les mesures relatives à l'endettement des pays en développement;

B. POLITIQUES ET MESURES VISANT A ACCROITRE SUBSTANTIELLEMENT LES FLUX DE RESSOURCES FINANCIERES DES PAYS DEVELOPPES VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT PROVENANT D'INSTITUTIONS MULTILATERALES, D'ORGANISMES DE CREDIT A L'EXPORTATION, DE GOUVERNEMENTS DONATEURS D'APD, DES BANQUES ET D'INVESTISSEURS ETRANGERS. CES MESURES DEVRAIENT NOTAMMENT PORTER SUR LES POINTS SUIVANTS :

i) Alléger la pénurie de liquidité que connaissent les pays en développement en convenant, au FMI, d'une nouvelle allocation substantielle de DTS d'au moins 15 milliards de DTS et veiller à ce que ces DTS soient alloués sans condition et soient en rapport avec les besoins en matière de développement des pays en développement;

ii) Assouplir substantiellement les critères de conditionnalité appliqués par les institutions financières internationales - en veillant à ce que toute coordination entre le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions financières multilatérales ne mène pas à une double conditionnalité;

iii) Procéder d'urgence à une augmentation générale du capital de la Banque mondiale dont le volume devrait au moins permettre d'atteindre un taux de croissance des prêts de 6,5 p. 100 par an en valeur réelle;

iv) Inverser la tendance à la diminution des ressources de l'IDA en garantissant une reconstitution substantielle et une augmentation en termes réels de ces ressources; préserver et améliorer la qualité des ressources de l'IDA;

v) Veillez à une reconstitution prévisible et plus forte des ressources du Fonds international de développement agricole grâce à des contributions accrues des pays développés contributeurs;

vi) Demander instamment à la Banque mondiale de mobiliser des ressources supplémentaires auprès des pays donateurs pour le compte du Fonds spécial d'aide à l'Afrique.

vii) Consolider les banques régionales de développement dans les pays en développement en particulier la Banque africaine de développement et le Fonds africains de développement notamment par une augmentation de leur capital, tout en préservant leurs caractéristiques essentielles du point de vue du développement et de la région, augmenter également les ressources concessionnelles de ces banques;

viii) Redoubler d'efforts, s'agissant des pays développés, pour atteindre aussi vite que possible l'objectif convenu au niveau international de 0,7 p.100 de leur PNB pour l'aide publique au développement accordée aux pays en développement, comme il est demandé dans la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les pays développés devraient aussi honorer pleinement leur engagement de fournir aux pays les moins avancés une APD représentant 0,15 p.100 de leur PNB, comme il est recommandé dans le nouveau programme substantiel d'action. L'APD devrait devenir de plus en plus sûre, continue et prévisible;

ix) Les gouvernements des pays développés devraient encourager leurs banques commerciales à reprendre et à accroître leurs prêts aux pays en développement, surtout pour appuyer les efforts déployés par ces pays mêmes pour accroître leur production et leurs exportations;

x) Intensifier les courants d'investissements étrangers dans les pays en développement, en respectant les objectifs de développement fixés par les pays bénéficiaires eux-mêmes;

xi) Augmenter les flux des ressources en termes réels vers les pays africains conformément aux décisions contenues dans le programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique adopté par la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique;

xii) Eliminer les pertes liées à l'effet multiplicateur dans les pays en développement en amenant les organismes donateurs à recourir, dans les pays en développement aux services d'experts locaux pour l'exécution de projets financés par des dons ou des prêts provenant de pays développés.

C. POLITIQUES ET MESURE VISANT A INSTAURER UN SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL EQUITABLE, STABLE ET FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT CES MESURES DEVRAIENT NOTAMMENT PORTER SUR LES POINTS SUIVANTS :

i) Convocation dans les plus brefs délais d'une Conférence internationale sur les questions monétaires et le financement du développement, avec une participation universelle;

ii) Autres actions parallèles visant à l'instauration d'un système monétaire international à la fois stable et souple, en particulier :

a) surveillance multilatérale efficace tendant à garantir un ajustement international équitable et symétrique;

b) action concertée en vue de garantir une offre de liquidités internationales appropriées, dans des conditions de plus en plus sûres, continues et prévisibles, compatibles avec les impératifs de croissance de l'économie mondiale et répondant en particulier aux

- c) assouplissement des critères de conditionnalité du FMI, permettant de passer d'une déflation de la demande à un ajustement axé sur la croissance;
- d) expansion du mécanisme de financement compensatoire du FMI;
- e) poursuite et amélioration de la politique d'accès élargi, rendues notamment nécessaires par l'inadéquation des quotes-parts;
- f) avancement de la neuvième révision des quotes-parts du FMI étant donné que la huitième n'a pas donné les résultats requis;
- g) accroissement du nombre de voix et du niveau de participation des pays en développement dans les mécanismes de prise de décisions des institutions monétaires et financières internationales.

POINT 8 b) DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE POUR LA CNUCED VII
PRODUITS DE BASE

I. Situation en ce qui concerne le commerce des produits de base

22. Du fait que les exportations de produits de base revêtent une grande importance pour les économies africaines et que les pays africains sont tributaires, pour leurs recettes, de l'exportation d'un petit nombre de produits primaires, les pays de la région sont particulièrement sensibles aux variations de l'offre et de la demande ainsi qu'aux fluctuations des cours.

23. Les produits de base exportés par l'Afrique sont les suivants : produits alimentaire (environ 55 p.100), minéraux et métaux (environ 30 p.100) et matières premières agricoles y compris les bois tropicaux (environ 15 p.100). Comparé à d'autres régions, les boissons tropicales qui fournissent plus que le quart des recettes d'exportation sont extrêmement importants. Au cours des 15 dernières années, le taux de croissance annuel moyen, dans le commerce mondial des principaux produits de base exportés par l'Afrique, a été particulièrement faible et même négatif. Pour l'Afrique, le fait préoccupant est la diminution de sa part dans les exportations mondiales des produits de base.

24. Dans la situation économique actuelle, caractérisée par une offre pléthorique de produits de base sur les marchés mondiaux, la lente progression de la production et des exportations dans les pays africains a permis à d'autres exportateurs d'accroître considérablement leurs revenus provenant de produits de base.

25. La lourde dépendance de l'Afrique à l'égard du commerce des produits de base pose de sérieux problèmes de développement, dus au faible degré de transformation de ces produits et au fait que ce commerce continue de subir l'influence des tendances de l'économie mondiale en général et celles des pays industrialisés en particulier. Cela est d'autant plus grave que ces pays sont les principaux débouchés des exportations africaines. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. L'un d'eux, et non le moindre, est le développement technologique qui a fait que les produits de base africains ne peuvent plus concurrencer les synthétiques et les produits de remplacement ni dans le court ni dans le long terme.

26. La baisse des recettes en devises des pays africains a considérablement réduit la capacité de la région d'assurer les importations. Devant la nécessité d'économiser leurs devises, de nombreux gouvernements africains ont été forcés de réduire leurs importations ralentissant ainsi leur croissance et le niveau de vie de leur population. Dans la plupart des pays africains tributaires de biens d'équipement et de facteurs de production importés, cette restriction des importations a entraîné une sous-utilisation des capacités existantes, aussi bien dans le secteur agricole que dans les sous-secteurs industriels d'appui à l'agriculture. La capacité d'exporter de ces pays a donc été réduite et les recettes en devises ont de ce fait subi une baisse plus importante.

27. Les deux tiers des recettes d'exportations des pays en développement proviennent des produits de base. La recession économique de la première moitié des années 80 a été marquée, entre autres phénomènes alarmants, par un effondrement des cours des principaux produits de base qui, dans l'ensemble, n'ont cessé de fléchir - sauf en 1983 et 1984 où ils ont amorcé un léger redressement qui devait

cependant être de courte durée. C'est ainsi qu'en 1985 l'indice annuel moyen des prix en dollars des Etats-Unis courants s'est trouvé à un niveau inférieur de près de 32 p. 100 à celui de 1980, ce qui correspond à une baisse moyenne de 7,5 p. 100 par an. En valeur réelle, l'indice a reculé de 4,5 p. 100 par an pendant la même période, accusant au total une diminution de 20 p. 100. Cette tendance s'est poursuivie tout au long de 1986. D'après le FMI, les prix réels des produits de base pendant la période 1981-1985 ont fléchi en moyenne de 7 p. 100 par rapport à ceux de 1980 et de 16 p. 100 par rapport à ceux de la période 1960-1980. Exprimé en DTS, l'indice des prix des produits de base était tombé au dernier trimestre de 1985 à un niveau inférieur de plus de 10 p. 100 à celui de 1980 et n'avait jamais été si bas depuis la deuxième guerre mondiale.

28. L'évolution des marchés de produits de base a surtout été déterminée par des facteurs cycliques et structurels. Les facteurs cycliques comprennent les politiques macro-économiques des pays développés, qui se traduisent notamment par des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt réels élevés. On trouve également parmi les facteurs structurels les politiques macro-économiques des pays développés - subventions et mécanismes de soutien des prix, mesures protectionnistes, progrès technique et substitution. Tous ces facteurs ont contribué à la chute continue des prix.

29. Outre cette situation, les pays développés ont fortement réduit leurs besoins d'importations en augmentant leur production de divers produits de base. Le protectionnisme et d'autres mesures de soutien massif aux producteurs nationaux, ainsi que la poursuite d'objectifs stratégiques, ont stimulé la production, engendré d'importants excédents de produits agricoles et accru les réserves de minéraux et de métaux dans les pays développés à économie de marché, ce qui a rendu les produits de base exportés par les pays en développement moins compétitifs et entraîné une baisse des prix de ces produits.

30. A cet égard, on notera que si les pays en développement ont, au total, tiré environ 75 milliards de dollars des Etats-Unis par an de leurs exportations de produits de base d'origine agricole ces dernières années, les Etats-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon ont consacré quelque 42 milliards de dollars par an à leurs programmes d'aide à l'agriculture.

31. Les mesures protectionnistes prises par les pays développés ont eu pour effet de bloquer les marchés de produits de base, comme le marché de la viande de la Communauté économique européenne et le marché du sucre aux Etats-Unis qui s'est rétréci suite à l'abaissement des contingents. Les taxes intérieures frappant les produits tropicaux ont également désavantagé ces produits par rapport aux produits de remplacement originaires des pays développés et se sont répercутées sur leur consommation.

32. La reprise économique dans les pays développés, après la récession du début des années 80, n'a pas été suffisamment forte ou durable pour influencer sensiblement sur l'économie des produits de base. Elle n'a donc pas été accompagnée par un accroissement parallèle de la demande globale de produits de base ainsi que des recettes d'exportation et de la capacité d'importation des pays en développement.

33. Les politiques déflationnistes suivies par les pays développés à partir de la fin de la dernière décennie ont exercé elles aussi une pression à la baisse sur les prix des produits de base. Plus de la moitié de la diminution du taux d'augmentation des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE entre 1980 et 1984 est à mettre au compte de cette baisse qui s'est traduite pour les pays en développement par un manque à gagner à l'exportation.

34. La forte baisse des cours des produits de base comparée au raffermissement relatif des prix des articles manufacturés fabriqués par les pays développés a entraîné une détérioration considérable des termes de l'échange des pays en développement et réduit la contribution du secteur extérieur à leur croissance économique et leur développement.

35. Il faut également souligner que les fluctuations des taux de change ont fortement perturbé les prix des produits de base et imposé aux pays en développement des efforts supplémentaires de gestion et d'ajustement. Des politiques économiques concertées des pays industrialisés ont entraîné la récente baisse de la valeur du dollar par rapport à la plupart des principales monnaies. Cependant, les prix des produits de base n'ont pas suivi et sont demeurés très bas. Cette situation a infligé un fardeau supplémentaire aux pays africains dont les produits d'exportation sont principalement libellés en dollars.

36. Dans ces conditions et eu égard à la diminution des prix et aux déficits de recettes d'exportation en résultant, un certain nombre de pays en développement ont accru leurs exportations de produits de base dans l'espoir de préserver leur capacité d'importation et de pouvoir faire face à leurs obligations financières.

37. Globalement, à partir de 1978, l'augmentation des stocks (avec une pause en 1979 et en 1983) ainsi que de la production a été plus rapide que celle de la consommation. Bien qu'il y ait des différences entre les groupes de produits, la baisse cyclique de la consommation a été beaucoup plus marquée et la reprise qui a suivi n'a pas suffi pour combler l'écart.

38. L'éventail des produits étant restreint et le marché étroit et déprimé, la concurrence a souvent provoqué un engorgement et contribué ainsi à l'effondrement des prix.

39. Il existe un lien étroit entre les recettes d'exportation de produits de base et l'accumulation de la dette et l'alourdissement du service de la dette. La chute des prix de ces produits et par conséquent le grave déséquilibre de la balance des paiements des pays en développement joint à la hausse des taux d'intérêt ont provoqué un gonflement toujours plus rapide de leur dette dont le service s'est également alourdi. Les paiements au titre du service de la dette absorbant une bonne part des recettes en devises de ces pays, leur capacité d'importation et, partant, l'investissement et la croissance en ont pâti.

40. Le déficit cumulé des recettes d'exportation dans les pays en développement en raison de la baisse des prix des produits de base autres que le pétrole durant la période 1980-1984 s'est chiffré au total à près de 40 milliards de dollars des Etats-Unis. Par ailleurs, les paiements correspondants aux intérêts et à l'amortissement sont allés croissant et ont dépassé 137 milliards de dollars pendant la même période.

41. En 1985 par exemple, les paiements au titre du service de la dette ont représenté 132 p. 100 des recettes d'exportation de produits de base, illustration flagrante du problème capital auquel se heurtent les pays en développement en matière de remboursement de leurs dettes extérieures et de ce qui fait obstacle à leur croissance et à leur développement. Outre ses conséquences sociales et politiques, cette situation a provoqué une contraction des investissements dans le secteur des produits de base, ce qui a amoindri d'autant la compétitivité des pays en développement producteurs. De plus, la progressivité des droits de douane et les obstacles non tarifaires que rencontrent sur les marchés des pays développés les produits transformés et semi-transformés exportés par les pays en développement constituent une entrave considérable aux efforts de diversification et d'industrialisation de ces pays.

42. Le fait, est que les pays en développement sont devenus exportateurs nets de capitaux. Le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés a plus que décuplé, passant de 7 à 74 milliards de dollars entre 1981 et 1985.

43. La situation est donc alarmante et tout effort visant à revitaliser la croissance et le développement des pays en développement devrait être axé sur les problèmes critiques à court terme et à long terme qui se posent dans le secteur des produits de base.

II. Examen de l'application du programme intégré pour les produits de base

44. A sa quatrième session, en 1976, la Conférence a adopté la résolution 93 (IV) relative au programme intégré pour les produits de base.

45. A ses cinquième et sixième sessions, elle a adopté les résolutions suivantes :

Résolution 124 (V)

Résolution d'ensemble concernant la mise en oeuvre du programme intégré pour les produits de base

Résolution 125 (V)
et 157 (VI)

Résolution concernant l'établissement d'un financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation de produits de base

Résolution 155 (VI)

Application du programme intégré pour les produits de base en ce qui concerne la stabilisation et le renforcement des marchés de produits

Résolution 156 (VI)

Application du programme intégré pour les produits de base en ce qui concerne la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport.

46. En raison de l'absence de volonté politique des pays développés, la plupart

II. A. Stabilisation et renforcement des marchés de produits de base

1. Accords et arrangements de produit négociés ou renégociés dans le cadre de la CNUCED

47. Dix ans après l'adoption du programme intégré, bien des choses laissent encore à désirer. Onze des dix-huit produits visés ne font l'objet d'aucun accord de produit et trois accords seulement sur les sept existants contiennent des clauses de stabilisation.

48. Depuis la sixième session de la Conférence, des négociations ou des renégociations ont eu lieu sur le cacao, le caoutchouc, l'huile d'olive, le sucre et les bois tropicaux, alors que l'Accord international sur l'étain a fait fiasco. Des accords conclus antérieurement concernent le jute et le café - ce dernier produit figure dans le programme intégré, mais n'est pas négocié dans le cadre de la CNUCED. Parmi ces accords, l'Accord international sur le café a récemment été rompu en raison de l'intransigeance des principaux pays consommateurs, causant des perturbations dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les mêmes problèmes risquent de se poser pour d'autres produits de base importants. Cette situation préoccupe vivement de très nombreux pays en développement. Par conséquent, en attendant que le Programme intégré pour les produits de base soit pleinement appliqué pour tous les produits de base, la Conférence prie instamment tous les pays d'adhérer aux accords internationaux sur les produits de base. Si le programme intégré prévoit diverses mesures de stabilisation et de «développement», la plupart des progrès accomplis l'ont toutefois été dans le second domaine. Dans certains cas, l'accent a été mis sur des accords prévoyant une coopération concernant des mesures de développement - accroissement de la productivité, recherche - développement, y compris de nouvelles utilisations finales, promotion commerciale collective, amélioration de la transparence du marché, etc. Il faut cependant bien voir que l'on doit parallèlement adopter diverses mesures et divers mécanismes propres à renforcer l'économie des produits de base à la fois par la stabilisation des marchés et par le développement des produits.

49. Les conclusions adoptées par la Commission des produits de base à sa onzième session ordinaire (décembre 1985) concernent notamment la régulation de l'offre, le financement des stocks régulateurs, l'appui des pays producteurs et des pays consommateurs aux mesures de défense des prix, l'établissement de fourchettes de prix compte tenu des dispositions du programme intégré, la nécessité de prendre des mesures à la fois de développement et de stabilisation selon les cas, et d'éviter dans toute la mesure possible la désorganisation des marchés lorsque les gouvernements achètent ou vendent pour constituer ou écouler des stocks non commerciaux.

2. Produits de base ne faisant pas encore l'objet d'un accord international

50. Actuellement, les activités intergouvernementales sur la plupart des 11 produits visés par le programme intégré qui ne font pas encore l'objet d'un accord international sont au point mort. Six sont des produits agricoles (bananes, coton, fibres dures, huiles végétales, thé et viande) et les cinq autres sont des minéraux et des métaux (bauxite, cuivre, minerai de fer, manganèse et phosphates). Il faut aussi ajouter l'étain à la liste, le Conseil international de l'étain ayant fait naufrage en raison de problèmes de financement et de surabondance de l'offre.

51. Pour certains produits agricoles de base, les négociations sont dans l'impasse et pour d'autres, seuls des progrès limités ont été accomplis, qui concernent essentiellement la définition et l'élaboration de quelques programmes et projets de développement. Toutefois, même ces programmes et projets n'ont pu être exécutés faute de ressources financières.

52. Conformément à la résolution 22 (XI) adoptée par la Commission des produits de base, le Secrétaire général de la CNUCED a ouvert quelques consultations en vue de la convocation de réunions d'examen spéciales avant la septième session de la Conférence. Aucun résultat notable n'a toutefois été obtenu et le secrétariat poursuit ses consultations à un niveau informel.

3. Le Fonds commun pour les produits de base

53. La conclusion de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, le 27 juin 1980, constitue indubitablement une des mesures les plus positives qui aient été prises pour mettre en oeuvre le programme intégré.

54. Toutefois, si le nombre minimum de 90 pays requis pour que le Fonds puisse commencer à fonctionner a déjà été dépassé, les conditions concernant les souscriptions au capital ne sont toujours pas remplies. Cela tient notamment au fait que certains grands pays n'ont pas encore signé l'Accord ou ne l'ont pas ratifié. A cet égard, il faut déplorer la décision prise par les Etats-Unis de ne pas ratifier cet instrument.

II. B. Transformation, commercialisation et distribution

55. En application de la résolution 124 (V) de la Conférence, le secrétariat de la CNUCED a réalisé quatre études contenant des idées et des éléments d'action couvrant l'ensemble des produits de base. Deux d'entre elles portent sur les aspects généraux de cadres de coopération internationale dans les domaines de la transformation, de la commercialisation et de la distribution, tandis que les deux autres, plus récentes, en précisent les éléments. En outre, des études sur certains aspects de la commercialisation des produits de base ont été établies à l'intention des participants aux réunions, l'une sur la commercialisation contractuelle et l'autre sur le fonctionnement des bourses de marchandises.

56. Conformément à la résolution 156 (VI) de la Conférence, adoptée à l'unanimité à sa sixième session en juillet 1983, le Secrétaire général de la CNUCED a convoqué la quatrième session du Sous-Comité permanent des produits de base et la deuxième session extraordinaire de la Commission des produits de base, qui s'est tenue en février 1985. Conscients de la nécessité urgente de favoriser la diversification de leurs exportations et d'accroître la participation des pays en développement à la transformation, à la commercialisation et à la distribution, y compris le transport, des produits de base qu'ils exportent, tous les Etats membres de la CNUCED ont reconnu dans cette résolution qu'il fallait accélérer les négociations sur la question.

57. Le Sous-Comité permanent, à ses diverses sessions, a examiné la nature et la gravité des problèmes et étudié des solutions en se fondant sur les études concernant la transformation, la commercialisation et la distribution de différents produits de base.

58. Les travaux concernant l'élaboration de cadres de coopération internationale dans le domaine de la transformation et de la commercialisation ont été au début entravés par les divergences de vues entre le Groupe des 77 et le Groupe B quant

à la méthode à suivre. Le Groupe B estimait qu'il fallait achever la série complète d'études sur les 18 produits de base inscrits sur la liste provisoire du programme intégré avant de pouvoir examiner les problèmes communs à tous les produits et commencer à rechercher des solutions d'ensemble. Le Groupe des 77 pensait, quant à lui, que l'on connaissait déjà bien nombre de problèmes communs qui faisaient obstacle à l'accroissement de la participation des pays en développement à la transformation et à la commercialisation des produits de base. Aussi souhaitait-il que le secrétariat élabore sans tarder des projets de cadre de coopération internationale - tout en reconnaissant qu'il fallait également poursuivre les études sur les différents produits.

59. A sa deuxième session extraordinaire, la Commission a longuement débattu de l'élaboration des éléments des cadres à mettre en place pour la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport, mais les participants ne sont pas parvenus à s'entendre sur la façon d'aborder la question. Pour finir, le Groupe des 77 et le Groupe B ont présenté, chacun de leur côté, des propositions. A la onzième session de la Commission, un comité de session a été créé pour poursuivre la mise au point des éléments de ces cadres. De nouvelles difficultés apparaissant, un groupe de travail a été établi pour essayer de faire avancer les choses.

60. Conformément aux conclusions concertées 24 (XI) de la Commission, le Groupe de travail sur la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport, s'est réuni du 29 septembre au 3 octobre 1986 pour poursuivre l'examen de la question de l'assistance technique et de la mise en valeur des ressources humaines, entrepris à la onzième session de la Commission. Il était saisi d'un rapport du secrétariat de la CNUCED sur les principes généraux et spécifiques applicables au niveau international dans ce domaine, ainsi que sur les principaux moyens de favoriser l'assistance technique et la mise en valeur des ressources humaines aux niveaux national, régional et international. Il était également saisi d'un document contenant les réponses d'organisations internationales au sujet de leurs activités dans le domaine à l'étude. Le Groupe des 77 a présenté un projet de principes concernant l'assistance technique et la mise en valeur des ressources humaines, le 29 septembre 1986. Mais les pays du Groupe B ont une fois de plus donné la preuve qu'ils n'étaient pas prêts à participer sérieusement aux négociations et ont présenté de leur côté un certain nombre de propositions tendant à ce que le secrétariat de la CNUCED fasse de nombreuses études et que les pays en développement fournissent certains renseignements.

61. Le secrétariat de la CNUCED a fait clairement savoir que les études demandées ne pourraient pas être menées à bien, faute de temps, avant la septième session de la Conférence. A la fin de la réunion du Groupe de travail, le Groupe B a présenté une proposition officielle et demandé qu'elle soit jointe en annexe au rapport du Groupe de travail.

62. Le Groupe de travail n'est parvenu à aucune conclusion satisfaisante et aucun progrès n'a été accompli en vue de s'entendre sur la marche des travaux.

63. Il est donc manifeste que pour le moment, on ne dispose d'aucune base solide pour poursuivre l'élaboration des éléments des cadres de coopération pour la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport.

II. C. Financement compensatoire

64. En application de la résolution 157 (VI) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, un groupe d'experts chargé d'étudier le financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation s'est réuni en 1984. Dans son rapport, le Groupe d'experts a conclu que l'instabilité des recettes d'exportation, lorsqu'elle était forte et prolongée, avait des effets préjudiciables sur le secteur des produits de base, l'économie des pays en développement et l'économie mondiale tout entière, et que pour remédier à l'instabilité des produits de base il fallait prendre des mesures permettant de s'attaquer aux causes de l'instabilité de l'offre de tel ou tel produit et non pas simplement à ses effets. De l'avis du Groupe, il était donc nécessaire de créer un nouveau mécanisme de financement compensatoire pour aider les pays en développement à surmonter les déficits de recettes d'exportation de produits de base imputables à toutes sortes de facteurs, y compris des facteurs externes.

65. Le Conseil du commerce et du développement a constitué un groupe inter-gouvernemental chargé d'examiner le rôle et les modalités de fonctionnement d'un éventuel mécanisme complémentaire additionnel. Ce groupe s'est réuni en juillet 1986, mais n'a pas achevé ses travaux. A cette occasion, tout en reconnaissant que l'offre était l'un des facteurs déterminants des déficits de recettes d'exportation de produits de base, le Groupe des 77 a déclaré que la demande, le protectionnisme et les prix occupaient une place primordiale parmi les causes de ce problème et devraient à ce titre être dûment pris en considération dans le cadre d'un nouveau mécanisme compensatoire.

II. D. Domaines du programme intégré pour les produits de base dans lesquels aucune mesure n'a été prise

1. Accès aux marchés des pays développés

66. Les mesures de restriction du commerce adoptées par les pays développés ont constitué d'importantes entraves au commerce des produits de base, qu'il s'agisse de produits à l'état brut ou de produits transformés et/ou semi-transformés. Ces mesures restrictives comprennent :

- a) les politiques gouvernementales de soutien aux producteurs dans les pays développés;
- b) les obstacles tarifaires et non tarifaires et les taxes internes.

67. Les politiques de soutien à l'agriculture dans les pays développés comportent des mesures d'encouragement qui ont entraîné une surproduction de denrées agricoles. Ces politiques, dont le coût financier représente presque les deux tiers des recettes d'exportation de produits agricoles des pays en développement, ont porté préjudice aux producteurs agricoles de ces pays.

68. Le commerce des pays en développement est fortement entravé par divers obstacles tarifaires et non tarifaires - droits compensateurs, licences d'importation, interdictions saisonnières, restrictions volontaires à l'exportation, contingentement explicite, prélèvements variables, règlements sanitaires, réglementation concernant les dimensions, la qualité, l'étiquetage et l'emballage, règles d'origine, etc.

69. La Conférence ministérielle du GATT tenue en 1982 a adopté une Déclaration par laquelle les pays développés se sont engagés à maintenir le statu quo et à démanteler leurs politiques protectionnistes. Toutefois, un examen des faits survenus depuis l'adoption de cette déclaration montre qu'aucune libéralisation du commerce en faveur des exportations de produits de base des pays en développement ne s'est produite.

70. Le Comité du commerce des produits agricoles du GATT avait recommandé de préciser les conditions dans lesquelles l'essentiel des mesures influant sur le commerce des produits agricoles serait assuïetti dans le cadre du GATT à des règles d'un fonctionnement plus efficace, notamment en ce qui concernait l'amélioration des conditions d'accès aux marchés et une discipline plus stricte de la concurrence à l'exportation, y compris en soumettant les subventions à l'exportation et d'autres formes d'assistance à des règles effectives du GATT.

71. Des négociations sur les produits agricoles, les produits tirés des ressources naturelles et les produits tropicaux sont prévues dans la Déclaration ministérielle de Punta del Este. Si l'on ne peut que se féliciter de la prise en compte dans les négociations de ces trois catégories de produits, il faut toutefois souligner que les pays développés devront manifester une volonté politique accrue pour que les objectifs souhaités puissent être atteints. Les pays en développement devraient donc insister sur la question à chaque fois que l'occasion s'en présentera.

72. Parallèlement à cette question se pose celle de l'accès des produits locaux transformés et semi-transformés des pays en développement aux marchés des pays développés. La solution à long terme des problèmes relatifs au secteur des produits de base notamment dans la transformation industrielle de ces produits, laquelle dépendra assurément, au moins pour le court et le moyen terme, des possibilités offertes par les marchés des pays développés. L'accès à ces marchés constitue donc un facteur décisif. A cet égard, la progressivité des droits de douane et les mesures non tarifaires constituent des obstacles importants aux efforts d'industrialisation des pays en développement.

73. Le système généralisé de préférences mis en place afin de garantir aux produits des pays en développement un accès favorable dans des conditions de non-discrimination et de non-réciprocité est bien loin d'avoir répondu aux attentes.

74. L'élargissement de la liste des produits visés et les réductions tarifaires, concernant plus particulièrement les produits agricoles et industriels qui présentent un intérêt à l'exportation pour les pays en développement mais qui ne bénéficiaient que d'un traitement partiel, et les produits présentant un intérêt pour les pays les moins avancés, dans le dessein de permettre aux pays en développement de tirer un parti optimal des possibilités offertes par les schémas nationaux de préférences, ne se sont pas matérialisés. De plus, malgré quelques améliorations appréciables apportées par certains pays développés à leur schéma, beaucoup d'autres pays ont progressivement restreint le traitement préférentiel limité qu'ils avaient accordé aux pays en développement, allant même jusqu'à retirer, sous divers prétextes, le bénéfice des préférences à certains pays en développement. De ce fait, la proportion d'importations passibles de droits bénéficiant d'un traitement préférentiel est restée aux environs d'une moyenne de 25 p. 100.

75. L'accès aux marchés pour les produits de base et les exportations de produits de base transformés et semi-finis des pays en développement représente donc l'un des plus importants domaines du programme intégré pour les produits de base où une action appropriée s'impose.

2. Diversification des exportations

76. Le principal objectif du programme intégré pour les produits de base est la diversification de la production dans les pays en développement, y compris de la production alimentaire, et l'expansion de la transformation des produits primaires dans les pays en développement en vue de promouvoir l'industrialisation de ces pays et d'accroître leurs recettes d'exportation.

77. Etant donné qu'aucune action concrète n'a été engagée jusqu'ici, les points énoncés ci-après constituent une justification à tout le moins suffisante de l'adoption d'initiatives nouvelles :

- a) Les pays en développement sont devenus importateurs nets de denrées alimentaires, en particulier de céréales. A moins qu'ils ne puissent au minimum parvenir à l'autosuffisance en matière de production alimentaire, les incidences combinées des importations de produits alimentaires et d'énergie et du service de la dette absorberont la plus grande partie, sinon la totalité, des recettes qu'ils tirent de l'exportation d'un nombre limité de produits de base;
- b) l'instabilité des prix des produits de base et les très faibles perspectives de redressement imposent de ne ménager aucun effort pour diversifier les exportations, tant horizontalement que verticalement, ainsi que pour promouvoir le remplacement des importations;
- c) la dépendance excessive de nombreux pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, à l'égard d'un ou deux produits de base les a rendus vulnérables non seulement aux caprices des marchés de produits de base, mais aussi à divers types de catastrophes naturelles et de catastrophes causées par l'homme. Plus diversifiées seront les exportations, moins grands seront les risques d'une détérioration des termes de l'échange des pays en développement et notamment des pays le moins avancés.

78. Ces initiatives nouvelles devraient apparaître particulièrement pertinentes à la lumière de l'adoption par la session extraordinaire de l'Assemblée générale du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui insiste sur la nécessité de jeter les bases d'un changement structurel durable, d'accroître la productivité et d'assurer le redressement rapide de l'économie des pays d'Afrique. Parmi les améliorations de l'environnement extérieur qui sont envisagées figure, notamment, l'accroissement de la capacité des pays africains de transformer, de commercialiser, de distribuer et de transporter leurs exportations. Cela s'applique, bien entendu, aussi à tous les pays les moins avancés non africains.

3. Produits de synthèse et produits de remplacement

79. Depuis une vingtaine d'années, les conséquences du remplacement de produits naturels par des produits de synthèse et autres se font de plus en plus sentir. Dans les pays développés à économie de marché, on a vu s'amenuiser la demande de tous les produits agricoles et minéraux pour lesquels il existe des produits de remplacement : sucre, cacao, abaca, sisal, jute, bois, coton et minéraux tels que l'étain, le cuivre et le minerai de fer.

80. De nouvelles techniques ont également permis de faire d'importantes économies de matières premières, dont la quantité par unité de production a fortement diminué pour certains produits de base. Le recyclage a également eu tendance à réduire la demande de produits primaires utilisés comme matières premières. Cette évolution a souvent eu lieu dans des conditions très favorables dues à des mesures de protection et à des programmes de soutien appliqués dans les pays développés.

81. Il apparaît donc qu'aux obstacles opposés aux exportations de produits de base des pays en développement s'est ajoutée une orientation technologique négligeant la mise au point de nouvelles utilisations finales.

4. Ecoulement des stocks non commerciaux

82. Dans l'Acte final de sa première session, la Conférence a déclaré que les ventes d'excédents et de réserves accumulés dans les pays développés devraient s'effectuer selon des critères internationaux destinés à éviter que ces ventes ne désorganisent le commerce international. Il a par la suite été convenu à la cinquième session de la Commission des produits de base (décision 4 (V)) que l'écoulement des réserves stratégiques et autres stocks non commerciaux de produits primaires devrait se faire de manière à éviter ou à réduire le plus possible les effets défavorables qu'il pourrait avoir sur le commerce et le développement des pays producteurs, ainsi que sur les marchés de ces produits. A cette fin, des dispositions devraient être prises en consultation avec les gouvernements des pays producteurs compte tenu, notamment, des conditions de l'offre et de la demande. A sa sixième session, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est à nouveau penchée sur la question et a adopté la résolution 155 (VI) et plus particulièrement le paragraphe 14.

83. L'expérience a montré que même l'écoulement d'une petite partie des réserves avait des conséquences défavorables sur les prix. Compte tenu de cette expérience et du fait que la plupart des pays développés, sinon tous, écoulent leurs stocks sans consulter, comme il convient, les producteurs et détiennent des réserves importantes pour des raisons stratégiques et autres, ces stocks constituent un danger bien réel. Il existe de surcroît un risque de déblocages simultanés de réserves.

III. Conclusions et recommandations

84. De l'avis général, l'évolution alarmante des marchés de produits de base est due à l'interaction d'un ensemble complexe de facteurs. Certes, les prix des différents produits ont été déterminés dans une large mesure par l'offre et la demande, mais les politiques macro-économiques des pays développés sont principalement responsables de la détérioration de la situation qui a été décrite plus

haut : citons notamment le protectionnisme, les subventions et les mécanismes de soutien des prix, l'inflation d'abord, puis la déflation, les taux d'intérêt réels élevés et l'instabilité des taux de change. Ont également contribué à la baisse des prix les modifications survenues dans les structures de consommation privée et industrielle. Rien ne laisse entrevoir un changement de ces politiques qui conduirait à une amélioration décisive des prix des produits de base dans un avenir prévisible. Bien qu'un grand nombre de facteurs mentionnés soient de nature structurelle, ils sont tous à l'exception de l'évolution des modes de consommation, tout à fait réversibles. Il conviendrait d'aborder de façon résolue la question de l'actuelle tendance à une moindre intensité d'utilisation des produits de base dans l'industrie et à une évolution technologique en faveur des produits de remplacement.

85. En outre, les liens existant entre la situation dans le secteur des produits de base et la crise d'endettement montrent que c'est seulement en bénéficiant d'un environnement commercial international favorable dans le secteur des produits de base que les pays en développement seront en mesure de promouvoir leur développement et d'honorer leurs obligations financières.

86. L'actuelle situation de faiblesse des prix des produits de base et le vaste éventail de problèmes relatifs à ces produits auxquels se heurtent les pays en développement confirment pleinement la pérennité de la validité des objectifs et des mesures internationales convenus dans la résolution 93 (IV) relative au programme intégré pour les produits de base et en rendent encore plus urgente la mise en oeuvre.

87. Les mesures de régulation des marchés n'ont pas suffi à arrêter la dégringolade des prix, faute principalement de ressources pour financer les stocks régulateurs prévus par les accords de produit et en raison aussi de la surabondance de l'offre de pays producteurs non membres de ces accords et de l'absence de mécanismes de contingentement dans certains cas.

88. On n'a pratiquement fait aucun progrès concernant un cadre multilatéral. De l'avis général, cependant, il faut s'attaquer de toute urgence aux graves problèmes qui se posent aux pays dont l'économie est tributaire des produits de base. Il s'agit là de problèmes complexes, d'ordre cyclique et structurel, dont la solution, loin d'être simple, exige toute une série de mesures dont on trouvera un aperçu ci-après.

III. A. Accords ou arrangements internationaux de produit

89. i) L'importance des accords ou arrangements de produit pour la stabilisation et le renforcement des marchés de produits de base ainsi que pour le développement est indéniable, en particulier lorsque l'on considère que l'instabilité des prix des produits de base ne faisant pas l'objet d'un accord ou arrangement international a été beaucoup plus marquée que dans le cas des produits visés par un accord. Leurs objectifs ont d'autant plus de chances d'être atteints que les Etats parties fournissent l'appui financier et politique voulu et que les autres pays consommateurs et producteurs coopèrent pleinement avec eux et respectent les dispositions prises en vertu de ces accords.

90. ii) Il faut redoubler d'efforts pour améliorer le fonctionnement des accords de produit, compte tenu des conclusions auxquelles est parvenue la Commission des produits de base à sa onzième session (décision 23-XI). Ces conclusions en neuf points, considérées dans le contexte des dispositions de la résolution 93 (IV) de la Conférence, pourraient constituer un fil directeur utile pour les négociations internationales relatives à des produits de base.

III. B. Produits ne faisant pas l'objet d'accords ou d'arrangements

91. i) Il faudrait prier le secrétariat de la CNUCED de continuer à tenir des consultations, selon un calendrier établi, avec les principaux pays producteurs et pays consommateurs de produits de base ne faisant pas l'objet d'accords ou d'arrangements internationaux mais figurant sur la liste indicative du programme intégré (ainsi qu'avec d'autres pays intéressés), en vue de lancer une nouvelle série de consultations intergouvernementales qui permette de trouver des mécanismes de concertation et des arrangements institutionnels appropriés compte tenu des caractéristiques de chaque produit. Dans tous les cas, il conviendrait de prendre dûment en considération les intérêts des pays en développement.

92. ii) Tous les pays producteurs ou consommateurs devraient être instamment priés de participer aux négociations, animés d'une volonté sincère de promouvoir la stabilité et une juste répartition des avantages.

93. iii) Dans les cas où il n'existe pas encore d'accords internationaux de produit, il conviendrait d'encourager, au titre des efforts de stabilisation des prix, une coopération entre producteurs et consommateurs, qui permet d'améliorer la transparence, de promouvoir la recherche et la commercialisation, y compris de nouvelles utilisations finales ainsi que des mesures correctives face à des problèmes particuliers.

94. Nous demandons que les producteurs entreprennent une gestion efficace de l'offre de façon à mieux équilibrer l'offre et la demande et à améliorer les prix des produits de base exportés par les pays en développement. Au besoin, des considérations telles qu'un ajustement à long terme et la rationalisation de la production seraient incluses. La communauté internationale devrait apporter son soutien à la formulation et à la réalisation des politiques de gestion de l'offre en apportant son assistance technique et financière. Nous lançons un appel en particulier aux pays industrialisés pour qu'ils prennent des engagements spécifiques pour faciliter le redéploiement des capacités de production comme a) l'établissement de quantités spécifiques pour la composition des importations de produits de base, en termes de parts minimales d'importations sous forme transformée; et b) des arrangements internationaux pour la réduction, sur une base collective, du coût de l'acquisition par les pays en développement de technologie pour la transformation des produits agricoles locaux.

III. C. Fonds commun pour les produits de base

95. i) Les pays développés, en particulier ceux qui sont appelés à verser les plus fortes contributions, devraient être instamment priés de signer et de ratifier l'Accord. Les pays en développement qui ne l'ont pas encore fait devraient être priés de signer et ratifier dans les meilleurs délais l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base.

96. ii) Une réunion de pays ayant ratifié l'Accord devrait être organisée en 1988 pour faire le point de la situation.

III. D. Transformation, commercialisation et distribution, y compris le transport

97. i) Il ressort des activités entreprises qu'il n'existe aucune convergence d'idées sur ce qu'il faudrait faire pour progresser dans l'établissement d'un cadre de coopération internationale dans ces domaines. Toutefois, les groupes régionaux ayant présenté leurs propositions sur l'élaboration des principes, les négociations devraient se poursuivre à partir de modalités devant être déterminées par le secrétariat de la CNUCED.

98. ii) Un appui technique et financier accru devrait être fourni aux pays en développement pour l'exécution d'activités de formation, de recherche et de développement dans les domaines de la transformation, de la commercialisation et de la distribution, y compris le transport. Il faudrait également encourager la création et le renforcement de bourses de produits dans ces pays.

99. iii) En ce qui concerne la commercialisation, la distribution et le transport en général, rappelons les éléments suivants de la Plateforme de Buenos Aires.

100. iv) Il convient d'accroître la transparence des marchés en prenant des mesures pratiques et administratives pour rassembler et diffuser des renseignements sans faire de discrimination, et en particulier en permettant aux pays en développement de profiter des échanges de données transfrontières.

101. v) Il faudrait mettre au point des contrats types pour la vente et l'achat des produits de base dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement, ainsi qu'un système permettant d'évaluer l'usage qui est fait des contrats relatifs aux produits de base dans le commerce international.

102. vi) Des dispositions devraient être prises pour assurer la participation des pays en développement exportateurs intéressés à la gestion des marchés à terme où sont échangés leurs produits afin, notamment, d'empêcher la spéculation et de veiller à ce que les règles régissant le fonctionnement de ces marchés ne soient pas modifiées unilatéralement au détriment des intérêts fondamentaux des pays en développement exportateurs.

103. vii) Les pays en développement devraient participer plus activement au transport par mer de leurs produits de base à l'état brut, semi-transformés ou transformés et disposer des fonds voulus à cet effet.

104. viii) Toutes ces mesures devraient être négociées et appliquées chaque fois que possible simultanément, dans le cadre de négociations par produit ou de négociations globales.

III. E. Financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation

105. i) Les déficits de recettes d'exportation de la plupart des pays en développement ont pris des proportions catastrophiques pendant la première moitié des années 80 et surtout depuis la sixième session de la Conférence.

106. ii) On a plus que jamais besoin d'un mécanisme additionnel de financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation, parce que non seulement la situation est aujourd'hui très grave sur les marchés de produits de base, mais encore les choses n'ont guère de chances de s'améliorer à court et à moyen terme.

107. iii) Le regain d'intérêt pour la question manifestée par le Comité du développement BIRD/FMI et la création récente, par la Communauté économique européenne, d'un mécanisme de financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation des pays les moins avancés ne faisant pas partie des Etats ACP (calqué sur le système STABEX) montrent que l'on prend conscience de la gravité des conséquences de ces déficits pour les pays en développement dont l'économie est tributaire des produits de base.

108. iv) Les négociations en cours depuis la sixième session de la Conférence, qui ont pour base une étude faite sous les auspices de la CNUCED, n'ont encore donné aucun résultat encourageant. Elles se poursuivent cependant, en dépit d'énormes difficultés. Le Groupe des 77 attachant une grande importance à la question, on doit redoubler d'efforts dans ce domaine. Il pourrait presser les pays développés de participer sérieusement à ces négociations et de montrer qu'ils sont résolus à oeuvrer à la création du mécanisme complémentaire proposé.

109. v) En attendant, il convient d'améliorer le fonctionnement des mécanismes de financement compensatoire existants en accélérant les décaissements et en simplifiant les procédures et les modalités d'approbation, ainsi qu'en facilitant l'accès au mécanisme du FMI et en atténuant les critères de conditionalité et les autres limitations de ce mécanisme. Des dispositions spéciales devraient être prises en faveur des pays les moins avancés dans le cadre de ce dernier mécanisme (telles que le financement intégral des déficits, avec l'octroi de conditions plus favorables pour le remboursement des intérêts et du principal).

110. vi) Les pays développés devraient être priés de prendre de toute urgence, collectivement et/ou individuellement, des mesures pour assurer le financement compensatoire du manque à gagner à l'exportation subi par les pays en développement exportateurs de produits de base.

III. F. Domaines du programme intégré pour les produits de base dans lesquels aucune mesure n'a été prise

111. Certains aspects importants du programme intégré présentant un intérêt particulier pour les pays en développement ont été relégués au second plan, priorité avant été accordée aux autres éléments du programme et en particulier à la stabilisation des marchés. Ces aspects sont notamment les suivants : accès aux marchés des pays développés, diversification des exportations, incidences des produits de synthèse et de remplacement et écoulement des stocks non commerciaux sur les marchés de produits.

1. Accès aux marchés des pays développés

112. Il faudrait lancer un appel pressant aux pays développés pour qu'ils appliquent la Déclaration ministérielle du GATT de 1982 et la Déclaration ministérielle de Punta del Este de 1986, aux termes desquelles ils se sont engagés à maintenir le statu quo et à réduire leurs mesures protectionnistes. Il conviendrait de garantir l'application du principe d'un traitement différencié et plus favorable accordé aux pays en développement.

113. Les pays développés devraient aussi arrêter immédiatement de fournir des subventions et d'autres formes d'assistance à leurs producteurs nationaux et à leurs exportateurs de produits de base et supprimer la progressivité des droits de douane appliquée aux produits transformés et semi-transformés.

114. Le Groupe des 77 note que les négociations d'Uruguay engloberont les produits agricoles, les produits tropicaux et les produits tirés de ressources naturelles, et il espère que cela favorisera une libéralisation totale du commerce de ces produits exportés par les pays en développement.

115. Les principes de généralisation, de non-discrimination et de non-réciprocité énoncés dans la résolution 21 (II) de la Conférence portant création du Système généralisé de préférences (SGP) devraient être réaffirmés. Les pays développés devraient être instamment priés de ne plus prendre de mesures restrictives et discriminatoires dans le cadre de leurs schémas de préférences.

116. L'assouplissement, l'harmonisation et la simplification des règles d'origine sont également importants pour l'amélioration de l'accès aux marchés et le Comité spécial des préférences devrait poursuivre ses efforts en la matière.

117. Le projet d'assistance technique de la CNUCED offre une bonne occasion d'étudier les schémas de préférences et les règles d'origine et mérite d'être soutenu. Les pays développés devraient donc être priés de verser de généreuses contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale créé à la CNUCED à cet effet. La CNUCED et le Centre du commerce international CNUCED/GATT devraient renforcer leur assistance technique aux pays en développement afin de leur permettre d'élargir leur participation au commerce international et de mener à bien leurs activités de commercialisation et de distribution de leurs produits de base transformés ou à l'état brut.

118. Le secrétariat de la CNUCED pourrait être prié de se pencher sur toutes les questions relatives au commerce international des produits alimentaires, d'examiner notamment les incohérences des politiques et des mesures concernant le commerce de ces produits, leur production et l'aide alimentaire et d'étudier les conséquences du commerce des produits alimentaires sur la production et la consommation desdits produits, conformément à la résolution 105 (V) de la Conférence.

2. Diversification des exportations

119. L'expérience a clairement montré que pour résoudre de façon durable les problèmes qui se posent dans le domaine des produits de base, il ne suffit pas de prendre des mesures de stabilisation des prix et des recettes, pourtant indispensables à court terme : il faut aussi encourager les aménagements de structure et la libéralisation des échanges.

120. La nécessité d'une diversification horizontale et verticale des exportations des pays en développement, qui est l'un des principaux objectifs du programme intégré, a récemment été réaffirmée par les pays industrialisés, de même qu'elle a été soulignée par les organisations internationales.

121. Dans ces conditions, et compte tenu de la faiblesse actuelle des prix des produits de base et des niveaux élevés d'endettement, le Groupe des 77 devrait demander aux pays développés et aux organismes multilatéraux de financement de prendre des mesures immédiates pour dégager à cette fin des ressources financières appropriées à des conditions libérales et favorables. Plus précisément dans ce contexte: a) la base de capital des institutions financières internationales devrait être renforcée; b) on devrait établir un mécanisme spécial de financement de projets visant à développer la capacité de transformation des produits de base des pays en développement en particulier dans le secteur des ressources naturelles; c) une composante indispensable d'un tel financement à moyen et long termes devrait comprendre une assistance technique pour les études de faisabilité et le développement des infrastructures de base, d) des possibilités de financement devraient être accrues en faveur des pays en développement pauvres et relativement petits qui sont riches en ressources naturelles mais ne disposent pas de moyens de mobiliser des capitaux privés de leurs propres initiatives notamment les pays les moins avancés.

122. Dans le même temps, il faudrait aussi prier les pays développés d'assurer aux produits découlant de cette assistance financière un accès à leurs marchés.

123. Ce projet aura de nombreuses conséquences pour l'économie des pays en développement. Outre qu'il permettra de jeter les bases d'une économie stable et autonome, il aura des effets multiplicateurs, avec la création d'emplois et d'une demande de nouveaux investissements, et favorisera le remplacement des importations. Ces effets s'étendraient indubitablement au-delà des frontières et profiteraient à l'ensemble du commerce international.

3. Produits de synthèse et produits de remplacement

124. La concurrence faite aux produits naturels par les produits de synthèse et les produits de remplacement ne cesse d'être extrêmement préoccupante. Les pays développés devraient étayer les efforts déployés par les pays en développement pour accroître la compétitivité des produits naturels et notamment soutenir leurs activités de recherche-développement, réduire et éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires qui gênent leurs exportations de produits de base, leur fournir une assistance pour améliorer le secteur des transports et d'autres éléments d'infrastructure, leur transférer des techniques, etc. Diverses mesures visant à stimuler la demande de produits naturels originaires des pays en développement et à promouvoir de nouvelles utilisations finales, l'échange de données commerciales ainsi que les aménagements de structure contribuent à l'amélioration de la situation et devraient être appuyées par les pays développés.

125. La CNUCED, en coopération étroite avec la FAO et d'autres institutions compétentes, devrait faire une étude sur les mesures qui pourraient être prises par les pays en développement pour que leurs produits pâtissent le moins possible de la concurrence des produits de synthèse et des produits de remplacement et deviennent plus compétitifs.

4. Écoulement des stocks non commerciaux

126. L'écoulement des stocks non commerciaux doit être régi par des dispositions permettant d'instaurer une certaine discipline et d'éviter dans toute la mesure possible la désorganisation des marchés de produits de base, en application des principes convenus dans la décision 4 (V) de la Commission des produits de base.

127. On pourrait pour cela suivre l'exemple de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : les activités déployées par son Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents, sous la direction du Comité des produits, ont conduit à l'élaboration d'un ensemble de principes qui constitue un code international de conduite efficace pour l'écoulement des stocks non commerciaux.

128. Le secrétariat de la CNUCED, en collaboration avec la FAO et les organisations internationales intéressées, devrait étudier la possibilité d'adopter des dispositions de ce type en matière de consultations et de réglementation relatives à l'écoulement des stocks non commerciaux et convoquer une Conférence de négociation à cette fin.

5. Rôle de coordination de la CNUCED dans le domaine des produits de base

129. Il conviendrait de réaffirmer le rôle de négociation et de coordination que doit jouer la CNUCED dans le secteur des produits de base. La CNUCED devrait intensifier ses activités de promotion d'une approche générale et intégrée de ce secteur, renforçant ainsi la cohérence et l'efficacité des politiques relatives aux produits de base en coopération avec les autres institutions compétentes, et notamment procéder à des examens et favoriser des échanges de renseignements concernant divers aspects de ces politiques et suivre les progrès réalisés dans le secteur des produits de base. Elle devrait aussi inclure une évaluation comparative des systèmes et structures de marchés du point de vue de leurs coûts et bénéfices pour les pays en développement ainsi que des rapports portant sur la situation prospective d'ensemble des produits de base à long terme et leurs implications sur l'action internationale.

POINT 8 c) DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE POUR LA CNUCED VII

COMMERCE INTERNATIONAL

1. Evolution récente du commerce international

130. Il vaut la peine de rappeler que la crise économique actuelle en Afrique a été déclenchée non seulement par les années successives de sécheresse mais aussi par des conditions économiques internationales défavorables qui ont provoqué une détérioration des taux de change, des lourdes charges de dette extérieure et des flux financiers inadéquats. Progressivement, les pays africains retirent de moins en moins de leurs relations internationales. La situation économique mondiale défavorable est particulièrement aggravée par de récents développements qui tendent à réduire la capacité de nombreux pays africains à se développer, sans mentionner leur capacité à maintenir leur rythme de croissance. Les perspectives du revitalisation du développement et de la croissance grâce au commerce international de produits de base dans un environnement prévisible et solidaire paraissent plutôt faibles et ce aussi longtemps que l'environnement économique défavorable actuel subsistera. Cette évolution a eu des effets dévastateurs profonds non seulement sur l'investissement et la croissance mais aussi en bouleversant le maintien de la capacité productive et de l'infrastructure socio-économique générale.

131. La valeur des exportations des pays en développement a continué à décliner ces dernières années et leur part dans les exportations mondiales continue à tomber. En 1950, leur part était de près de 31 p.100; en 1980, elle était supérieure à 25 p.100. En 1985, elle s'élevait à 22.9 p.100. En ce qui concerne l'Afrique, sa part du commerce mondial d'exportation s'élevait en 1980 à 4 p.100, et à 3 p.100 en 1985. Le paradoxe de la performance africaine est illustré par le fait qu'alors que ses recettes d'exportations diminuent, le volume de ses exportations continue à augmenter.

132. Les prix de produits de base tels que les denrées alimentaires, les métaux et le pétrole ont fortement baissé. Selon certaines estimations, pour la seule année 1985, cette baisse a permis aux pays industrialisés d'économiser 65 milliards de dollars. Elle a considérablement aidé les pays développés à réduire l'inflation et à créer un environnement propice à la croissance, mais elle a sérieusement aggravé la situation en matière de commerce et de paiements des pays en développement tributaires des exportations de ces produits.

133. Dans le secteur de la production agricole, les pays en développement bénéficient d'un net avantage comparatif, réel ou potentiel. Cependant, les grands pays développés continuent à subventionner sans compter leurs produits agricoles en soutenant artificiellement des prix élevés sur le marché intérieur, d'où l'accumulation d'énormes excédents. Ces politiques appliquées par les pays industrialisés ont eu pour effet non seulement de barrer ou restreindre l'accès à leurs marchés des exportations agricoles en provenance des pays en développement, mais encore de réduire la part de ces exportations sur les marchés de pays tiers.

134. Le taux de croissance des exportations des produits manufacturés des pays en développement a fort baissé durant ces dernières années. Pour la période allant de 1973 à 1980, le taux de croissance annuel s'élevait à 23 p. 100 tandis que pour la période 1981-1985, le taux annuel moyen est tombé à 10,5 p. 100. Les chiffres correspondants pour l'Afrique étaient respectivement de 2 p. 100 et -2,1 p. 100. Cependant ces taux de croissance ne représentent pas toute la réalité. La part des pays en développement dans les exportations mondiales des produits manufacturés n'a augmenté que de façon marginale. Cette part s'élevait à 6,9 p. 100 en 1973, elle a atteint 11,7 p. 100 et en 1985 12,5 p. 100. Avec ces bas taux de croissance dans l'exportation des produits finis, il n'est pas surprenant que les pays en développement n'aient pas pu accroître leur part dans la production mondiale des produits manufacturés d'une manière significative. En 1975, leur part était de 10,2 p. 100. En mars 1975, la Deuxième Conférence générale de l'CIUDI a adopté la déclaration de Lima qui a fixé l'objectif selon laquelle la part des pays en voie de développement dans la production mondiale des produits manufacturés devrait atteindre 25 p. 100 en l'an 2000. Dans la décennie qui a suivi cette part n'a augmenté que de 1 p. 100.

135. La situation des pays les moins avancés a été particulièrement peu satisfaisante. Ces pays n'ont pu accroître sensiblement le volume de leurs exportations au cours des années 70. Ils ont subi une grave détérioration de leurs termes de l'échange, et dans certains cas ils ont même enregistré des taux de croissance négatifs.

136. Le commerce international se caractérise de plus en plus par la présence de structures oligopolistiques. L'après certaines estimations, 30 à 40 p. 100 du commerce mondial s'effectuent entre les sociétés mères et les filiales de sociétés transnationales. Dans le secteur des articles manufacturés, le commerce intragroupe des sociétés transnationales a été un trait dominant de l'expansion du commerce après la deuxième guerre mondiale. Ces dernières années, on a assisté à une nouvelle concentration des pouvoirs d'intervention sur le marché dans les grands pays industrialisés. Les fusions hétérogènes donnent naissance à des sociétés commerciales transnationales géantes qui s'occupent du commerce des produits de base et des articles manufacturés et des services qui l'accompagnent (transport, assurance, financement des exportations, opérations bancaires et autres services connexes). Dans certains cas, les principaux agents commerciaux sont les sociétés transnationales exerçant des activités agricoles, minières et/ou manufacturières, y compris celles qui sont organisées sur la base d'une concentration verticale. Ces conglomerats bénéficient d'économies d'échelle et de moyens sans précédent et sont en mesure de résorber les incertitudes et les risques qui en découlent. Ils présentent un formidable défi structurel pour les nouveaux venus dans le commerce international.

137. La position dominante des sociétés transnationales à l'achat comme à la vente leur permet d'appliquer leurs propres règles du jeu et pratiques dans le seul but de maximiser leur «espace économique» et d'accroître leur emprise. La limitation des marchés, les ententes de prix et autres pratiques commerciales restrictives instituées par ces sociétés ont été des obstacles insurmontables à l'expansion du commerce des pays en développement. Les règles du système commercial international telles qu'elles fonctionnent actuellement n'offrent guère le moyen de corriger cette situation.

138. Le caractère extrêmement défavorable de l'environnement économique international a encore aggravé les difficultés des pays en développement dans le domaine commercial. Les grands pays développés ont appliqué leurs politiques macro-économiques sans se soucier de leurs repercussions internationales très préjudiciables, en particulier pour les pays en développement. Les politiques de resserrement monétaire et les énormes déficits budgétaires ont porté les taux d'intérêt réels à des niveaux anormalement élevés, provoquant une hémorragie de ressources des pays en développement au profit des pays développés du fait de l'accroissement des paiements d'intérêts et de l'orientation en baisse des prix des produits de base. La disparité des taux d'intérêt appliqués par les grands pays développés a encouragé des mouvements de capitaux spéculatifs et du même coup le désalignement permanent des taux de change. Cette situation a stimulé les tendances protectionnistes dans les pays développés à économie de marché et augmenté l'incertitude et les coûts pour les exportateurs des pays en développement. Alors que ces derniers voient leurs exportations se heurter à des obstacles grandissants, les impératifs du remboursement de la dette ont limité l'expansion de leur commerce en leur imposant une politique de compression des importations.

139. Les pays en développement continuent néanmoins d'absorber 36 p. 100 des exportations des Etats-Unis et 19 et 44 p. 100 de celles de la Communauté économique européenne et du Japon, respectivement, soutenant ainsi 10 millions d'emplois dans ces pays. Les pays développés à économie de marché enregistrent toujours un important excédent dans leur commerce d'articles manufacturés (100 millions de dollars en 1985) et de produits autres que les combustibles avec les pays en développement, ce qui les a considérablement aidés à endiguer et à réduire le chômage.

2. Détérioration de l'environnement commercial

140. Ces dernières années, il y a eu une montée du protectionnisme dans les grands pays développés à économie de marché. La multiplication des pressions en faveur du protectionnisme s'est traduite par la mise en place d'une nouvelle législation et par des mesures administratives vigoureuses.

141. L'accentuation des pressions en faveur du protectionnisme dans les pays développés à économie de marché s'est produite précisément dans les domaines de l'industrie des articles manufacturés où les pays en développement ont un avantage comparatif avéré. Le secteur des textiles et de l'habillement, qui dans le passé a été le ressort principal de l'industrialisation, ne cesse de se heurter depuis plus de 20 ans à un système commercial international discriminatoire, restrictif et générateur de gaspillage. L'arrangement multifibres, qui vient d'être renouvelé pour la quatrième fois, va toujours dans le sens d'une régression. Son champ d'application a été élargi du coton aux fibres synthétiques et artificielles puis à la laine, et par le dernier protocole de prorogation, aux fibres végétales. Au fil des années, l'arrangement et les accords bilatéraux conclus dans son sillage ont donné naissance à une multitude de micromécanismes de contrôles administratifs et de moyens ingénieux de surprotéger des formes de production anticonomiques et vétistes des pays développés. Les principes de l'avantage comparatif, de la non-discrimination et du libre-échange soumis uniquement aux droits de douane ont brillé par leur absence dès lors qu'il s'agissait des exportations de textiles et

de vêtements des pays en développement vers les pays développés. Les preuves ne manquent pas pour montrer que la persistance de ces arrangements a tendance à accroître les pressions en faveur d'arrangements similaires dans d'autres domaines importants pour les pays en développement comme l'acier, la chaussure, le cuir et l'électronique grand public. Si l'on n'enraille pas ces tendances de manière résolue et dans les plus brefs délais, le système commercial international deviendra un réseau d'accords de partage des marchés avec lequel les règles de la non-discrimination et de l'avantage comparatif n'auront plus rien à voir.

142. Le système commercial international se caractérise chaque jour davantage par un «climat d'indiscipline». On recherche de plus en plus des solutions bilatérales ou plurilatérales en dehors du cadre juridique du commerce international quand un désaccord commercial surgit entre pays développés à économie de marché. Les principaux partenaires commerciaux ont de plus en plus recours aux mesures relevant de la zone grise comme les limitations volontaires des exportations, les arrangements d'organisation du marché, les systèmes de financement des exportations et les systèmes de prix de base. Ces mesures ont continué à affaiblir le système commercial multilatéral. Les pays en développement fortement tributaires du commerce, que ce soit pour soutenir leurs taux de croissance ou pour se procurer les devises indispensables au développement, n'ont pas d'alternative lorsqu'ils sont confrontés à l'éventualité de telles solutions. D'après un rapport récent du GATT, il existait en 1986 au moins 93 accords relevant de la zone grise. Ils visaient divers produits tels que l'acier et les produits sidérurgiques, les machines-outils, les voitures et autres matériels de transport, les articles électroniques y compris les semi-conducteurs, les produits agricoles, les chaussures, etc.

143. Le United States Trade and Tariff Act de 1904 a introduit un certain nombre de dispositions protectionnistes d'une portée considérable. Quelques-uns des amendements destinés à conjurer la menace de pratiques commerciales «déloyales» ont établi des critères qui ont compromis, voire désorganisé, des courants commerciaux de bon aloi en provenance des pays en développement. Plusieurs enquêtes ont été menées ou engagées contre des exportateurs de pays en développement au titre de différents articles de la loi mentionnée. Dans certains cas, des mesures prévues par la législation en vigueur ont été appliquées pour la première fois ou utilisées plus fréquemment. En septembre 1984, la Communauté économique européenne a adopté un nouveau règlement destiné à assurer une protection contre les «pratiques commerciales illicites». Ce règlement est calqué sur l'article 301 du Trade Act des Etats-Unis.

144. Le Food Security Act a été promulgué aux Etats-Unis en 1985. Dans le cadre du nouveau «Bonus Incentive Commodity Export Programme» (BICEP), les exportateurs de produits agricoles reçoivent des primes grâce auxquelles ils peuvent vendre moins cher sur les marchés internationaux. A la suite de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal, des contingents temporaires ont été mis en place pour les graines oléagineuses importées au Portugal; ce pays s'est engagé à acheter 15,5 p. 100 de ses importations de céréales à la Communauté et l'Espagne a aligné ses prélèvements à l'importation sur ceux qui sont pratiqués dans la Communauté.

145. Pendant la période 1960-1965, les Etats-Unis et la Communauté économique européenne ont dépensé environ 60 milliards de dollars pour leurs programmes d'aides à l'agriculture, et le Japon plus de 51 milliards pour les mêmes raisons entre 1960 et 1983. La guerre des subventions n'a fait que s'intensifier récemment, infligeant des pertes intolérables aux exportateurs performants de produits comme le blé, la viande et le sucre des pays en développement.

146. Autre élément inquiétant apparu ces dernières années, la désaffection des grandes nations commerçantes pour le multilatéralisme. Les initiatives bilatérales, sectorielles et régionales qu'elles ont prises risquent d'affaiblir encore le système commercial multilatéral dans l'état où il est. Parallèlement à la montée récente du protectionnisme dans certains pays développés, les notions d'équilibre bilatéral des échanges et d'accords commerciaux régionaux semblent acquérir une certaine respectabilité. Il faut y voir un signal de danger, car on ne peut s'empêcher de penser au système de blocs commerciaux de la période coloniale des années 20 et 30.

147. Tout aussi préoccupant est le fait que l'on voit se multiplier les exemples de dérogation aux principes multilatéralement convenus régissant le système commercial et les atteintes portées au principe cardinal, celui d'un traitement plus favorable et différencié en faveur des pays en développement. Ce dernier a acquis une base juridique dans la partie IV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ainsi que dans l'Accord relatif au cadre juridique régissant le commerce mondial, issu du cycle de négociations commerciales multilatérales de Tokyo, mais son application concrète dans les relations commerciales laisse beaucoup à désirer. L'Arrangement multifibres en est même l'antithèse, ce que la récente prorogation de cet Arrangement illustre de façon évidente.

148. Le principe de la non-réciprocité, qui est aussi valable aujourd'hui qu'il l'était il y a des années, lorsqu'il fut reconnu pour la première fois, est de plus en plus remis en question par certains pays développés, lesquels demandent désormais un échange réciproque de concessions. En outre, la logique conduisant à traiter les pays en développement comme appartenant à une seule catégorie est elle aussi contestée. L'écart entre les pays développés et les pays en développement n'a fait que se creuser au cours des vingt dernières années. Le concours de diverses circonstances négatives a provoqué la stagnation, voire le renversement, des taux de croissance dans un certain nombre de pays en développement, ainsi qu'un mouvement inverse de capitaux des pays en développement vers les pays développés, ce qui tendrait plutôt à renforcer la raison d'être du traitement différencié et plus favorable en faveur des pays en développement. Or c'est précisément à ce moment que certains pays développés ont choisi de mettre l'accent sur le thème de la gradation dans le contexte des relations commerciales et sur l'échange de concessions commerciales.

149. Le Système généralisé de préférences (SGP) a subi récemment un affaiblissement de ses principes fondamentaux de non-discrimination et de non-réciprocité. Le United States Trade and Tariff Act de 1984 a introduit des critères unilatéraux et arbitraires pour la détermination des avantages du SGP revenant aux pays en développement. Ces critères discrétionnaires n'ont aucun rapport avec le commerce et ils sont aussi totalement étrangers à l'esprit et au but du SGP. Les facteurs à prendre en considération au moment de déterminer les avantages à accorder au titre

du SGP sont d'une part les mesures prises par le pays bénéficiaire pour réduire les pratiques et politiques d'investissement faussant les échanges et pour réduire ou supprimer les obstacles au commerce dans le secteur des services, et d'autre part la question de savoir si les travailleurs de ce pays bénéficient des droits reconnus au niveau international. Subordonner les avantages du SGP à l'étendue des mesures réciproques prises par le bénéficiaire constitue une violation de l'entente internationale sur laquelle le SGP repose. Le fait que pareils avantages soient recherchés dans des domaines autres que le commerce des marchandises rend ces critères encore plus inacceptables.

150. Le fait le plus préoccupant de ces dernières années en matière de politique commerciale a été la tendance de certains pays développés à chercher à raccorder des liens entre le commerce des marchandises à d'autres domaines comme les politiques des pays en développement concernant l'investissement direct étranger, la protection de la propriété intellectuelle, les services et l'application de normes de travail équitables. Le commerce, qui est un moyen de développement autocentré, risque de devenir un instrument entre les mains de certains pays développés voulant imposer des conditions inacceptables aux pays en développement tributaires du commerce.

151. Dans ce contexte, les mesures prises par certains pays développés dans le domaine de la politique commerciale pour des raisons non-économiques ne peuvent être ignorées. L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné l'application unilatérale et collective des sanctions économiques et commerciales par certains pays développés contre des pays en développement pour des raisons politiques. Il est regrettable que ces pressions continuent à être appliquées.

3. Absence de progrès dans la concrétisation des engagements

152. Le thème du protectionnisme et des aménagements de structure est au centre des débats, des études et des négociations de la CNUCED depuis la cinquième session de la Conférence. Il a été examiné de manière approfondie à la sixième session en 1983. Dans la résolution 159 (VI), la Conférence a réaffirmé les engagements pris au sujet du statu quo et du refoulement du protectionnisme et demandé aux pays développés de revoir leur législation, leurs réglementations et leurs procédures commerciales relatives aux droits antidumping et aux droits compensateurs, pour s'assurer qu'aucune disposition n'entravait indûment le commerce d'autres pays en développement, et de prendre des mesures correctives selon qu'il conviendrait. La résolution stipulait que le Conseil devait suivre de près les travaux entrepris au GATT pour dégager une conception globale, fondée sur les principes de l'Accord général, d'un système de sauvegardes amélioré et plus efficace, et aider les pays en développement à participer pleinement à ce processus. En outre, le Conseil du commerce et du développement, à l'occasion de son examen annuel de la question du protectionnisme et des aménagements de structure, devait suivre l'application des engagements et, si nécessaire, formuler des recommandations appropriées sur le problème général du protectionnisme. Concernant les aménagements de structure, la résolution prévoyait la poursuite de l'examen annuel des structures de la production et du commerce dans l'économie mondiale. Cet examen, qui était destiné à servir de cadre pour l'étude de l'expérience acquise par tous les membres dans le domaine des aménagements de structure, devait aussi permettre de passer en revue et de suivre l'évolution du commerce et, le cas échéant, de faire des recommandations de politique générale. Plus précisément, il avait été décidé que l'examen annuel porterait notamment sur :

- a) Les politiques et les moyens visant à faciliter les aménagements de structure.
- b) L'identification des tendances de tous les facteurs importants pour les aménagements de structure.
- c) Le renforcement de la participation des pays en développement à la production et au commerce des produits agro-industriels; et
- d) Les problèmes et besoins particuliers des pays les moins avancés.

153. L'évolution récente du commerce international et la détérioration de l'environnement commercial mettent clairement en évidence le fossé de plus en plus grand qui se creuse entre les engagements pris et leur exécution. Des engagements ont été pris à plusieurs reprises au niveau politique au sujet du statu quo et du refoulement du protectionnisme, à la CNUCED et ailleurs. Cependant, les résultats concrets obtenus dans le domaine de la politique commerciale ont été bien en deçà de ces engagements. La déclaration ministérielle sur le cycle des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay renferme les tous derniers engagements en la matière pris solennellement au niveau ministériel par les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Reste à savoir jusqu'à quel point ces engagements seront tenus dans les mois et les années à venir. Les faits survenus récemment aux Etats-Unis suscitent une certaine inquiétude, car ils suivent de près l'adoption de la Déclaration d'Uruguay. L'imposition d'une surtaxe à l'importation déguisée sous le nom de "Customs User Fee" et l'institution d'une taxe discriminatoire sur le pétrole brut et les produits pétroliers importés ne sont peut-être que des signes avant-coureurs. Face au gonflement des déficits commerciaux le Gouvernement des Etats Unis s'emploierait, dit-on, à élaborer une initiative législative bipartite dans le cadre d'une politique commerciale globale. Reste à savoir jusqu'à quel point les mesures destinées à renforcer la compétitivité des Etats-Unis et à promouvoir des pratiques commerciales "équitables" se distingueront d'une série d'initiatives protectionnistes antérieures prises par le pouvoir législatif de ce pays.

154. Ces dernières années, les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs ont été de plus en plus fréquentes dans les principaux pays développés à économie de marché à l'encontre des importations provenant de pays en développement. Bien que ces procédures aient prétendument pour but de faire échec aux pratiques commerciales dites déloyales, le plus souvent, elles aboutissent à un harcèlement et à une désorganisation des échanges. Bien que la Conférence, dans sa résolution 159 (VI), ait demandé aux pays développés de revoir leur législation, leurs réglementations et leurs procédures commerciales relatives aux droits antidumping et aux droits

compensateurs en vue de supprimer les entraves au commerce des pays en développement, il ressort des données les plus récentes que ces pays ont dans certains cas modifié leur législation et leurs procédures de manière à en élargir le champ d'application au-delà même des principes et concepts convenus au niveau multilatéral.

155. Le respect scrupuleux des engagements relatifs au statu quo et au refoulement du protectionnisme contribuerait beaucoup à rétablir la confiance dans le système commercial international, mais ce n'est qu'en forgeant un accord d'ensemble sur des mesures de sauvegarde que l'on pourra assurer le bon fonctionnement du système à long terme. La nécessité d'un pareil accord, fondé sur les principes de l'Accord général, a été reconnue dans la résolution 159 (VI) de la Conférence. Les efforts déployés pour y parvenir n'ont pas donné de résultat lors des négociations commerciales multilatérales de Tokyo, ni même après, au cours de la mise en oeuvre du programme de travail adopté à la réunion à l'échelon ministériel des Parties contractantes à l'Accord général en 1982. Ces efforts ont maintenant été relancés dans le cadre des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, et on ne saurait trop en souligner l'importance, notamment pour les pays en développement qui sont les partenaires commerciaux les plus faibles. Reste à savoir si les principales nations commerçantes feront preuve d'une volonté politique suffisante pour arriver rapidement à un accord d'ensemble au sujet des mesures de sauvegarde sur la base du principe NPF. Le contraste entre les déclarations politiques réitérées et l'absence de résultat dans ce domaine est en effet trop flagrant pour passer inaperçu.

156. L'examen annuel de la question du protectionnisme et des aménagements de structure doit porter notamment sur le renforcement de la participation des pays en développement à la production et au commerce des produits agro-industriels. Les études réalisées par le secrétariat de la CNUCED ont clairement mis en évidence la nécessité d'intensifier la coopération internationale pour accroître la production agricole et agro-industrielle dans les pays en développement et ouvrir plus largement les marchés à leurs produits agro-industriels. Elles montrent aussi que les parts de marché des pays en développement ont diminué pour la plupart des produits agro-industriels (produits bruts et produits transformés confondus) importés par les pays développés à économie de marché, notamment pour le coton, le cacao, le sucre, le caoutchouc, la viande, le coprah et le jute. Les pays africains ont même enregistré un recul de leur production et une stagnation de leurs exportations de denrées alimentaires et de produits agricoles. Deux secteurs de la politique commerciale sont d'une importance cruciale pour le renforcement de la participation des pays en développement à la production et au commerce des produits agro-industriels. Premièrement, la progressivité des droits de douane et l'intensification des mesures non tarifaires aux stades plus avancés de la transformation pratiquées par les pays développés importateurs ont entravé le développement d'une production à plus forte valeur ajoutée, orientée vers l'exportation. Deuxièmement, les subventions massives accordées à la production agricole et aux agro-industriels ont nui à l'expansion des mêmes secteurs dans les pays en développement.

L'objectif d'un renforcement de la participation des pays en développement à la production et au commerce dans ce domaine, ne pourra être atteint que si l'on s'attache franchement à ces problèmes et si l'on formule des mesures de politique commerciale appropriées.

157. Les deux examens de la question du protectionnisme et des aménagements de structure qui ont déjà eu lieu à la CNUCED ont été utiles et ont mis en évidence les difficultés auxquelles les pays en développement ne cessent de se heurter dans le commerce international. Ces examens étaient axés sur les objectifs énoncés dans les résolutions 131 (V) et 159 (VI) de la Conférence, mais leur approche et leur contenu étaient nécessairement marqués par les grandes orientations définies dans les résolutions pertinentes du Conseil. Vu la nécessité de réduire effectivement et rapidement l'écart entre les engagements et les actes, il est essentiel de trouver des moyens permettant de rendre plus efficace l'instrument que constituent les examens annuels. Il est également nécessaire de mettre au point un cadre cohérent, global et universel pour analyser la situation et les tendances et entreprendre une action concrète en vue d'enrayer et de refouler le protectionnisme et d'éliminer les obstacles au commerce. Dans cette optique, le Groupe des 77 avait proposé un plan d'action concret et cohérent pour adoption à la trente-deuxième session du Conseil du commerce et du développement, sous la forme d'un projet de résolution (TD/B(XXXII)/SC.II/L.2 en date du 13 mars 1986) soumis au Comité de session II. On y trouvait, notamment, des directives et des suggestions supplémentaires pour la diffusion rapide des informations contenues dans la Base de données de la CNUCED relative aux mesures commerciales; des suggestions visant à renforcer le mécanisme en place pour l'élaboration de recommandations et leur mise en oeuvre, et la proposition d'une action concrète concernant la statu quo et la réduction des obstacles, etc. Malheureusement, il n'y a eu aucune réaction des pays développés à économie de marché à ces propositions concrètes.

158. On ne saurait dire que le SGP issu des décisions prises à la deuxième session de la Conférence ait à ce jour atteint les objectifs qui avaient motivé sa création. Le pourcentage d'importations passibles de droits bénéficiant d'un traitement préférentiel ne progresse pas; il se situe toujours aux environs de 25 p. 100 en moyenne. Certains schémas n'ont pas respecté pleinement les principes fondamentaux de la non-discrimination et de la non-réciprocité. Le SGP est de plus en plus utilisé comme un instrument de négociation bilatérale. La durée limitée des schémas de préférences et leur caractère changeant sont une cause de grande incertitude pour les exportateurs-investisseurs des pays en développement. Quelques pays donneurs de préférences ont recours à la gradation par produit et par pays, sous prétexte d'assurer une meilleure répartition des avantages entre les bénéficiaires. Or les études faites par le secrétariat de la CNUCED donnent à penser que cette présomption est fautive; refuser d'accorder une préférence pour cette raison aux principaux bénéficiaires porte préjudice à leurs exportations sans avantager pour autant celles des petits bénéficiaires. On cherche à obtenir des compensations des bénéficiaires, au mépris du principe de non-réciprocité, et cela également dans des domaines qui n'ont rien à voir avec le commerce des marchandises.

159. La Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives s'est tenue en novembre 1985. A cette Conférence, le Groupe des 77 a soumis pour adoption un projet de déclaration qui contenait des propositions précisées. Ces propositions recommandaient que les pays développés s'emploient à geler, puis à réduire le recours aux pratiques commerciales restrictives frappant les importations en provenance des pays en développement, et abrogent les mesures législatives et administratives qui autorisent ou encouragent l'utilisation de telles pratiques. Elles préconisaient aussi une plus grande transparence en matière de pratiques commerciales restrictives et un renforcement des procédures de notification. En outre, elles préconisaient la création, dans le cadre de la CNUCED, d'un comité spécial des pratiques commerciales restrictives qui serait chargé de contrôler l'application de l'Ensemble de principes et de règles. Les propositions recommandaient aussi la poursuite des travaux au niveau international en vue d'élaborer un instrument ayant force obligatoire pour le contrôle et l'élimination, des pratiques commerciales restrictives dans le commerce international. Cette Conférence s'est soldée par un échec.

160. La résolution 159 (VI) de la Conférence contient une décision d'une portée considérable selon laquelle le Conseil du commerce et du développement doit passer en revue et étudier à fond les faits nouveaux intervenus dans le système commercial international, faire des recommandations sur des principes et des orientations concernant le commerce international et formuler des propositions tendant à renforcer et améliorer le système commercial en vue de rendre plus universel, plus dynamique et plus favorable au développement. Aucun progrès sensible n'a été accompli en ce qui concerne la mise en pratique de cette décision.

4. Le mandat de la CNUCED dans le domaine du commerce est menacé:
objectif stratégique de la septième session de la Conférence

161. L'analyse qui vient d'être faite de l'évolution récente du commerce international, de la détérioration de l'environnement commercial et de la quasi-paralysie du mécanisme permanent de la CNUCED soulève certaines questions fondamentales. Ce sont là les symptômes d'une maladie plus profonde. Les "conditions initiales" du système économique international concrétisé dans les institutions issues des accords de Bretton Woods ont changé au cours des 15 dernières années, entraînant un déséquilibre dans les relations économiques internationales. Ce déséquilibre a ébranlé le consensus international sur lequel reposaient le commerce et le développement. Une réaction s'est amorcée qui semble aller dans un sens diamétralement opposé, remettant en question la démarche fondamentale qui a présidé à la création de la CNUCED.

162. La question est de savoir si les transformations radicales qui se sont produites dans l'économie mondiale rendent nécessairement caducs les principes fondamentaux de la CNUCED. Pour répondre à cette question, il faut analyser les changements qui ont transformé l'économie internationale.

163. Quelques-uns de ces changements ont été mentionnés, en particulier dans le domaine du commerce, à propos des tendances récentes et de la détérioration de l'environnement commercial. Les changements plus profonds qui ont eu lieu résident dans l'interpénétration accrue des économies nationales, l'apparition d'une multipolarité des relations économiques internationales et la naissance d'une nouvelle révolution technologique nécessitant un réexamen des bases théoriques du système économique international. La nature même de ces changements montre que le multilatéralisme et la coopération internationale sont plus nécessaires que jamais. De plus, la complexité même de la situation souligne l'inadéquation, sinon l'applicabilité de modèles économiques partant de l'hypothèse que le jeu des forces du marché peut engendrer une croissance harmonieuse et régulière. Si l'on recherche un développement équilibré, sans conflit, et relativement régulier, alors, selon toute probabilité, il faudra l'organiser en connaissance de cause. Or la démarche fondamentale qui a présidé à la création de la CNUCED est plus proche de cette optique.

164. La résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, portant création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a précisé avec clarté et prévoyance le mandat de l'organisation. Il est bon de rappeler que le préambule de la résolution faisait état du "désir de la plupart des pays en voie de développement de créer une organisation générale du commerce". Les principales fonctions de la Conférence telles qu'elles sont définies dans les paragraphes du dispositif sont notamment les suivantes: favoriser l'expansion du commerce international, principalement en vue d'accélérer le développement économique, formuler des principes et des politiques concernant le commerce international

et les problèmes connexes du développement économique, soumettre des propositions pour l'application desdits principes et politiques, et prendre toutes autres mesures relevant de sa compétence qui conviennent à cette fin, le cas échéant, prendre des mesures en collaboration avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies en vue de la négociation et de l'adoption d'instruments juridiques multilatéraux dans le domaine du commerce.

165. Au cours des années 60 et 70, le mandat de la CNUCED a évolué, lui donnant un caractère cohérent et un champ d'action de plus en plus vaste. Pendant cette période, on a vu se développer le rôle de négociateur de l'organisation dans le secteur du commerce, notamment dans les domaines des produits de base, des pratiques commerciales restrictives et des activités liées au commerce comme le transfert de technologie et les transports maritimes. L'impasse dans laquelle l'organisation se trouve depuis quelque temps et qui paralyse son action ne tient pas tant au fait que son mandat, ses structures ou son mécanisme de négociation seraient déficients ou inadéquats, qu'à la faveur dont jouissent dans certains milieux des idéologies toutes faites contestant les fondements mêmes du multilatéralisme ainsi que la nécessité de renforcer la coopération internationale dans le domaine du commerce et du développement pour assurer une meilleure gestion de l'économie mondiale et instaurer des relations économiques internationales plus équitables et plus harmonieuses.

166. On tente d'écarter les questions de politique commerciale et les négociations commerciales du centre du débat pour axer celui-ci sur les politiques de développement autonome poursuivies par les pays en développement. Ces tentatives de diversion, qu'il faut replacer dans le contexte décrit ci-dessus, visent uniquement à détourner la CNUCED de son mandat et à balayer les principes fondamentaux sur lesquels repose toute la philosophie de l'organisation. ~~L'absence de progrès à la CNUCED dans le domaine du commerce et les tentatives systématiques de déplacement du dialogue sur le commerce et le développement vers des organismes moins universels conçus sans la moindre largeur de vues ne font que le confirmer.~~

167. La septième session de la Conférence sera l'occasion tout à fait opportune de réaffirmer la validité des principes fondamentaux dont s'inspire la CNUCED et la nécessité d'y rester fidèle. A cet égard, l'organisation devrait avoir pour mission principale dans les années à venir de demeurer un organisme universel destiné à favoriser l'instauration d'un système commercial vraiment international, ayant pour objectif premier de faciliter le développement autocentré des pays en développement. La CNUCED, de par son mandat, sa nature et son histoire, est le seul organisme où il est possible de forger un système commercial véritablement non discriminatoire, universel et global. En outre, son approche intersectorielle et interdisciplinaire unique est idéale pour mettre au point pareil système commercial, dans le cadre d'une reconstruction harmonieuse et équitable des relations économiques internationales.

168. Aussi, faudra-t-il mettre à profit l'occasion offerte par la septième session de la Conférence pour élaborer un nouveau consensus international sur les objectifs concernant le développement et l'emploi. Ce consensus serait une base solide pour la relance de la coopération multilatérale dans les domaines du commerce et du développement.

169. Il est évident que cette tâche ne peut être considérée comme un sous-produit ou un résultat automatique des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Les négociations commerciales multilatérales pèchent par de nombreuses lacunes quant au fond et à la forme. Il est nécessaire que ces négociations soient un succès, car elles contribueront ainsi à la mise en place d'un système commercial vraiment international. Toutefois, il ne faut pas s'attendre à ce qu'un tel système apparaisse comme une conséquence naturelle, encore moins inévitable, des négociations commerciales multilatérales.

5. Orientations qu'il est suggéré d'adopter

170. Une manière concrète d'atteindre l'objectif stratégique de la septième session de la Conférence consisterait à adopter un ensemble d'orientations et de décisions précises qui aideraient à traduire en programme d'action l'approche esquissée dans la section précédente. Ce programme devrait mettre fin à la paralysie de l'organisation et la faire sortir de l'impasse où elle se trouve. Il devrait permettre à l'organisation de poursuivre des tâches importantes qui font déjà partie de son mandat et de ses activités. Il devrait aussi lancer de nouvelles initiatives dans une perspective à plus long terme. A cette fin, les pays membres de la CNUCED devraient adopter les orientations et décisions précises ci-après:

a) Il faut, à la septième session de la Conférence, prendre l'engagement de commencer les travaux d'ébauche d'un système commercial universel, non discriminatoire et global. Le système devrait être axé sur le développement. Le traitement spécial dont bénéficieraient les pays en développement par rapport aux partenaires commerciaux développés devrait faire partie intégrante du système et non pas constituer une exception. Il devrait tenir compte des problèmes particuliers des pays les moins avancés. Le système devrait avoir pour but la répartition équitable des fruits du commerce entre tous et supprimer les distorsions existant dans le système actuel. Le système devrait être parfaitement adapté aux objectifs de développement dans le domaine des produits de base. Il devrait comporter un mécanisme de correction des pratiques commerciales restrictives, en particulier celles de sociétés transnationales.

En réalisant ces travaux, il faudra songer aux liens qui existent avec d'autres domaines importants comme les questions monétaires et financières internationales, le transfert de technologie et les services. Le système en question devrait être considéré comme s'inscrivant dans un nouveau modèle de relations économiques internationales harmonieuses et équitables. C'est pourquoi il devrait reposer sur le nouveau consensus international qu'il faudra construire à propos des objectifs concernant le développement et l'emploi.

b) Il faudrait décider d'entreprendre des travaux spécifiques pour apporter des contributions aux négociations commerciales multilatérales, surtout en ce qui concerne le refoulement du protectionnisme et l'élaboration d'un accord d'ensemble sur des mesures de sauvegarde qui soit fondé sur le principe NPF.

c) Il faudrait réaffirmer les engagements pris en matière de statu quo et de réduction du protectionnisme, étant donné notamment les entorses faites récemment à la lettre ou à l'esprit des engagements énoncés dans la Déclaration d'Uruguay.

d) Les pays développés devraient s'engager à créer un mécanisme transparent et indépendant au niveau national pour veiller au respect des engagements pris en matière de statu quo et de réduction du protectionnisme. Cet organe devrait examiner le bien-fondé des mesures protectionnistes que réclament des entreprises ou des secteurs, ainsi que les conséquences de ces mesures pour l'économie nationale en général. Il établirait des rapports périodiques qui aideraient le Comité de session du Conseil du commerce et du développement à contrôler la mise en oeuvre des engagements relatifs au statu quo et au refoulement.

e) Les pays développés devraient s'engager à créer un mécanisme transparent et indépendant au niveau national pour i) élaborer des programmes destinés à faciliter les aménagements de structure dans les secteurs qui présentent un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement; ii) surveiller l'exécution de ces programmes; et iii) rendre compte périodiquement des progrès accomplis au Comité de session du Conseil du commerce et du développement.

f) Les pays industrialisés devraient s'engager à libéraliser le commerce des produits agricoles en éliminant les restrictions et les distorsions, notamment celles qui sont causées par les obstacles tarifaires et non tarifaires, ainsi que les subventions à l'exportation. Pour parvenir à une plus grande libéralisation dans ce domaine, il conviendrait de soumettre toutes les mesures influant sur l'accès des importations et la concurrence des exportations à des règles et disciplines plus strictes et plus efficaces dans le cadre de l'Accord général;

g) Il faudrait s'engager à libéraliser le régime commercial dans le domaine des textiles et des articles d'habillement en supprimant les restrictions discriminatoires qui frappent les exportations des pays en développement, et à intégrer ce régime à l'Accord général sur la base de règles et de disciplines renforcées;

h) Les engagements à prendre sur la continuation et l'amélioration du système généralisé de préférence sans préjudice ni aux principes multilatéraux convenus sur lesquels il est basé ni à l'appui pour le programme d'assistance technique au système;

i) Dans l'accomplissement des tâches mentionnées ci-dessus, il faudrait garder à l'esprit les problèmes particuliers des pays les moins avancés;

j) Il faudrait s'engager à soumettre les pratiques commerciales restrictives, en particulier celles des sociétés transnationales, à la discipline du système commercial - i) transparence et procédures de consultation obligatoires, ii) création d'un comité spécial des pratiques commerciales restrictives dans le cadre de la CNUCED, chargé de surveiller l'application de l'ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral; et iii) poursuite des travaux en vue d'élaborer un instrument juridique ayant force obligatoire;

k) Il faudrait dénoncer les liens non justifiés, tels ceux que les pays développés à économie de marché voudraient établir en subordonnant l'application par eux de politiques et règles commerciales déjà convenues au niveau multilatéral pour le commerce des marchandises à des concessions qu'ils exigent des pays en développement dans des domaines comme l'investissement, la propriété intellectuelle et les services;

l) En ce qui concerne les services, le secrétariat de la CNUCED devrait être invité à poursuivre ses travaux afin d'analyser, du point de vue des pays en développement et dans l'optique du développement, les incidences des questions soulevées par les pays développés dans le cadre du commerce des services. L'objectif n'est pas de "libéraliser" le commerce des services, ni de supprimer "les obstacles" dans ce domaine, mais plutôt de déterminer s'il est nécessaire de créer un cadre multilatéral pour les services et d'en étudier les conséquences. Pour les pays en développement, ce sont, entre autres choses, les questions du transfert de technologie et des pratiques commerciales restrictives des sociétés transnationales qui présentent le plus d'importance dans le secteur des services. Le secrétariat de la CNUCED devrait être invité à analyser les incidences générales de tout système international qui régirait le commerce des services. Il faudrait notamment prendre en considération les aspects politiques et culturels et les problèmes de sécurité.

171. Les télécommunications et la télématique, deux domaines en constante évolution, voire révolution, offrent un support nouveau et commode pour les transactions en matière de services dans le monde entier. La plupart du temps, les nouvelles techniques effacent les frontières et c'est un fait dont la problématique du commerce des services doit tenir compte. Une approche imitative qui s'inspirerait de la problématique adoptée au GATT pour le commerce des marchandises et partant de la conception traditionnelle des frontières nationales et de la circulation transfrontière des marchandises ne conviendrait sans doute pas pour le commerce des services. Il faudrait demander au secrétariat de la CNUCED de développer une problématique appropriée pour le commerce des services.

172. Le soutien de la communauté internationale devrait être apporté par le biais des activités opérationnelles du système des Nations Unies concernant la réactivation de la libéralisation du commerce et d'autres processus de coopération et d'intégration des pays en développement aux niveaux régional et sous-régional, y compris la coopération au niveau du secteur des entreprises publiques et privées.

INTERPRETATION DU POINT 8 c) DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
DE LA SEPTIEME SESSION DE LA CONFERENCE

PROBLEMES QUE POSENT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE
PAYS A SYSTEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS

Examen et évaluation des tendances récentes

173. La crise de l'économie mondiale n'a pas connu de répit depuis le début des années 80. Malgré quelques signes de reprise dans les pays développés à économie de marché, les taux de croissance et l'investissement sont restés léthargiques. En outre, les relations commerciales et financières internationales sont devenues de plus en plus tendues, au détriment de tous les courants commerciaux. Les pays socialistes n'ont pas été épargnés du fait de l'interdépendance des courants commerciaux et des facteurs influant sur l'économie, et leurs taux de croissance ont accusé une tendance à la baisse. Pour les pays en développement, la situation est assez alarmante en raison de l'effondrement des prix des produits de base, de la forte chute des cours du pétrole et de la faiblesse persistante de la demande dans les pays développés. De surcroît, l'amointrissement de leurs recettes d'exportation, leurs déficits commerciaux répétés et le service de la dette extérieure ont encore aggravé leur situation. Les conditions de leur commerce continuent de se dégrader et les perspectives apparaissent aussi sombres qu'incertaines.

174. Organisation universelle, la CNUCED a réussi à élaborer des directives et des critères multilatéraux en vue d'aider les pays membres à développer les relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, et ce dans le cadre du mandat qui lui avait été assigné dans la résolution 195 (XIX) de l'Assemblée générale et des résolutions et décisions mêmes adoptées par la suite à la CNUCED. Ces résolutions visaient, et ont effectivement considérablement contribué, à harmoniser davantage les politiques et les activités dans le domaine de la coopération commerciale et économique entre différents groupes de pays.

175. L'accroissement du commerce mondial est l'un des indicateurs essentiels des reprises cycliques. Dans les années 80, les échanges commerciaux ont été moins dynamiques que dans les années 70. Il ressort des documents de la CNUCED que si dans les années 70, la croissance des échanges entre les pays socialistes et les pays développés à économie de marché a été très vigoureuse, elle a eu tendance à régresser dans les années 80. Ce changement est imputable à la diminution des volumes de pétrole et de produits pétroliers en provenance des pays socialistes et à la chute des prix de ces produits enregistrée au deuxième semestre de 1985.

176. S'agissant du commerce entre l'Est et le Sud, on remarque que de 1970 à 1985, le volume des échanges entre ces deux groupes a augmenté en moyenne de 13,9 % par an, les exportations des pays en développement gagnant en moyenne 14,8 % par an et leurs importations 13,2 %. Au cours de cette période, la part des pays en développement dans le volume total des échanges des pays socialistes était passée de 15,2 % en 1970 à 19,3 % en 1985, avec le chiffre record de 22,6 % en 1982. La part des pays socialistes dans le commerce des

pays en développement est en revanche modeste, puisqu'elle est de l'ordre de 6 à 8 %. Parmi les pays socialistes d'Europe orientale l'URSS reste le premier partenaire commercial des pays en développement, avec environ 64 % de leurs exportations et de leurs importations. La part des pays en développement dans le commerce total des pays socialistes semble s'être stabilisée à environ 20 %. Le déficit de la balance commerciale des pays en développement a diminué en 1985, ce dont il y a lieu de se féliciter. Le volume des échanges reste faible et sans commune mesure avec le potentiel économique et commercial des deux groupes de pays. Quant à la composition des exportations et des importations, il reste encore beaucoup à faire. La part des produits transformés et des articles manufacturés dans les exportations des pays en développement continue d'être modeste, d'où la nécessité de redoubler d'efforts pour l'augmenter. Il existe également un vaste champ de nouvelles formes de coopération économique et technique génératrices d'échanges à explorer.

177. Dans le domaine du commerce et des paiements, du crédit et de la coopération économique, il faut noter que les résolutions de la CNUCED ont offert des directives et des recommandations proposant l'adoption de mesures propices à l'expansion et à la diversification des relations commerciales et économiques entre les pays concernés, en particulier au renforcement du secteur des exportations des pays en développement et à l'accélération de leur développement économique. Il est incontestable que l'application des résolutions a contribué à la création d'un courant d'échanges dynamique et soutenu ainsi qu'à l'exécution dans les pays en développement de nombreux projets dans des domaines prioritaires. Les relations commerciales et économiques Est-Sud ont donc été intensifiées et resserrées par l'application de résolutions et de décisions de la CNUCED consacrées au commerce entre pays à systèmes différents. Eu égard à l'interdépendance des courants d'échanges, on estime que l'expansion des relations commerciales et économiques entre l'Est et l'Ouest serait bénéfique au développement du commerce international dans son ensemble, notamment du commerce Est-Sud.

178. Depuis sa dernière session, en 1983, la CNUCED a élargi le champ de ses activités et intensifié son action dans le domaine des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. Avec l'interdépendance toujours plus poussée des pays, il est devenu très important pour le commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents que les relations économiques internationales évoluent dans un climat de confiance et de sécurité. Le Groupe des 77 se félicite des initiatives prises par le Comité de session II du Conseil du commerce et du développement, en particulier de la convocation en 1984 d'un groupe spécial d'experts, comme suite à la décision 276 (XXVII) du Conseil, chargé d'examiner les moyens d'étendre les relations commerciales et économiques, y compris en étudiant les questions non réglées renvoyées au Conseil par la décision 145 (VI) de la Conférence, entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, en particulier entre pays en développement et pays socialistes d'Europe orientale, surtout les formes nouvelles de coopération favorables au développement et aux exportations des pays en développement. Le Groupe des 77 se félicite également de constater que les documents et les études établis conformément à la décision 321 (XXXI) du Conseil contiennent des renseignements utiles et portent sur de nombreux aspects et questions importants afférents au commerce entre pays à systèmes différents, en particulier le commerce Est-Sud. Le Groupe

des 77 a en outre pris note avec satisfaction des conclusions et propositions du Groupe spécial d'experts réuni à Genève en janvier 1987 conformément à la décision 321 (XXXI) du Conseil du commerce et du développement.

179. Les perspectives du commerce Est-Ouest-Sud d'ici à la fin des années 80 demeurent quant à elles incertaines en l'état actuel de l'environnement économique international. Il reste à surmonter un certain nombre de exportations et des importations et renforcer les éléments de stabilité et de prévisibilité dans les échanges afin d'assurer une expansion et une diversification régulières des relations commerciales et économiques entre différents groupes de pays. En ce qui concerne le commerce Est-Sud, les grands problèmes à résoudre tiennent à la diversification limitée des exportations des pays en développement vers les pays socialistes et au faible nombre de pays en développement qui prennent part à l'essentiel de ces échanges. L'expérience montre toutefois que les possibilités sont réelles d'augmenter encore les relations commerciales et économiques entre les deux groupes de pays.

180. Les pays socialistes d'Europe orientale, qui assurent un tiers de la production industrielle mondiale totale, tiennent déjà un rôle important dans l'économie mondiale. La modernisation récente de l'organisation et de la gestion du commerce extérieur, les aménagements de structure et les réformes économiques qu'ils ont engagées, ainsi que divers changements apportés à leurs politiques commerciales et économiques extérieures en fonction des besoins propres à l'économie de chaque pays et de l'évolution de l'environnement international, sont autant de facteurs qui laissent prévoir un élargissement et une diversification de leurs relations commerciales et économiques avec tous les groupes de pays. Il pourrait en résulter d'autres innovations dans leurs relations économiques et ces pays pourraient ainsi contribuer davantage à l'amélioration du fonctionnement de l'économie mondiale et en particulier au processus de développement des pays en développement. Il est toutefois urgent pour tous les groupes de pays de concevoir un nouveau mode d'approche et de faire des efforts concertés en vue d'adopter des mesures et des initiatives constructives permettant d'éliminer et de surmonter toutes les entraves et tous les obstacles à l'expansion harmonieuse des courants d'échanges entre pays à systèmes différents.

181. L'ordre économique international actuel est dominé depuis longtemps par les pays développés à économie de marché, mais le poids et l'influence des pays socialistes et des pays en développement se font de plus en plus sentir. Ces deux groupes de pays sont une composante importante de l'économie mondiale, mais dans le même temps, dans un monde de plus en plus interdépendant, ils ne peuvent échapper à l'influence d'un environnement économique international défavorable. Néanmoins, l'intensification de la coopération commerciale et économique peut leur permettre de contribuer réellement à corriger les inéquités des marchés internationaux et à ouvrir la voie à une expansion des courants d'échanges mondiaux par la promotion de la coopération Est-Ouest-Sud. L'essor économique des pays en développement devrait recevoir la priorité absolue et ce, dans l'intérêt même, à long terme, des pays développés, de l'Est comme de l'Ouest. Le Groupe des 77 est convaincu que ce type de coopération tripartite devrait annihiler les pressions stagflationnistes transmises par les mécanismes commerciaux et financiers internationaux et relancer ainsi l'économie mondiale et le développement des pays en développement.

Recommandations

182. La septième session de la Conférence est l'occasion de réaffirmer l'engagement pris par les pays socialistes d'Europe orientale d'appuyer l'effort de développement des pays en développement d'une façon compatible avec leur rôle dans la coopération économique internationale.

183. Le Groupe des 77 réaffirme la position qu'il avait déjà exprimée dans la Plate-forme de Buenos Aires en 1983, à savoir que les pays socialistes d'Europe orientale devraient s'employer à contribuer pleinement et efficacement aux efforts engagés par les pays en développement pour diversifier et intensifier leur commerce, et à accroître la part de leurs importations, y compris d'articles manufacturés et semi-finis, en provenance des pays en développement, tout en améliorant encore leurs schémas de préférences. Les pays socialistes d'Europe orientale devraient aussi s'attacher à améliorer les modalités et les conditions des crédits octroyés aux pays en développement et à augmenter leur assistance technique, à accroître la proportion de devises convertibles dans les ressources dégagées pour financer les projets des pays en développement et, enfin, à mettre au point un mécanisme de paiements souple et efficace pour le règlement des transactions commerciales.

184. Il est assez inquiétant de constater qu'au cours des sept dernières années, aucun progrès notable n'a été réalisé à propos du texte informel figurant en annexe à la décision 145 (VI) de la Conférence. Il est temps de réexaminer la question dans le contexte de l'environnement économique international qui se fait jour et d'y trouver une issue. La majeure partie du texte fait déjà l'unanimité, à l'exception des dispositions relatives à la non-discrimination et à l'objectif obligatoire de 0,7 % pour l'aide économique, qui devrait être atteint par les pays socialistes d'Europe orientale. Le Groupe des 77 a étudié minutieusement les propositions figurant dans le document TD/B/1104. Le programme en vue de promouvoir encore la coopération commerciale entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, tel qu'il est envisagé dans ces propositions, est effectivement très constructif et il contient d'utiles propositions de mesures concrètes que les États membres pourraient adopter pour atteindre ces objectifs. Il est de plus en plus nécessaire de trouver de nouveaux modes d'approche et un terrain d'entente pour l'instauration d'un climat de confiance, car tout porte à croire que les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de diverses résolutions de la Conférence et de décisions du Conseil sont loin d'être suffisants. De plus, une analyse de l'évolution et des tendances du commerce entre pays à systèmes différents montre qu'aujourd'hui encore elles ne correspondent ni au potentiel économique des partenaires commerciaux, ni aux possibilités existantes, ni aux défis des années 80 et 90.

185. Dans ces conditions, le Groupe des 77 estime que le meilleur moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'étude du texte informel figurant en annexe à la décision 145 (VI) de la Conférence serait de s'attacher aux éléments du texte qui ont déjà été approuvés et qui forment assurément une solide base de négociation pour l'avenir. Le Groupe des 77 devrait aussi prendre en considération l'environnement économique international ainsi que l'évolution récente de l'économie mondiale et les facteurs qui ont influé sur les relations économiques internationales au cours des sept dernières années. Il est vrai

que les positions des parties en présence divergent sur quelques questions de fond, ce qui a empêché de parvenir à un consensus lors des deux dernières sessions de la CNUCED. Cependant, lors de plusieurs sessions du Conseil du commerce et du développement, les vues se sont rapprochées sur un certain nombre de points, du fait de l'évolution de la situation dans le monde. Il est aussi de plus en plus reconnu que l'expansion et l'intensification durables des relations commerciales et économiques entre pays à systèmes différents ne feront pas qu'imprimer un nouvel élan à l'économie mondiale et la sortir de la récession, elles contribueront également à atténuer les tensions entre les pays et à promouvoir la coopération internationale. De plus, les réalités nouvelles et complexes des années 80 et 90 appellent des modes d'approche et des idées novateurs qui ont été énoncés de façon convaincante dans les propositions du secrétariat de la CNUCED (document TD/B/1104); en substance, ces propositions correspondent aux parties du texte informel figurant en annexe à la décision 145 (VI) de la Conférence qui ont fait l'objet d'un accord et elles offrent des conditions propices à une convergence de vues des groupes de pays intéressés. Il est grand temps d'élaborer une nouvelle approche pragmatique et, une fois réexaminées les questions pertinentes, même d'établir un nouveau texte qui pourrait être adopté à la septième session de la Conférence, en tenant compte des perspectives pour la fin des années 80 et pour les années 90.

186. Le Groupe des 77 est très heureux de constater que le programme opérationnel d'assistance technique de la CNUCED pour la promotion des échanges Est-Sud est devenu une activité importante du secrétariat de la CNUCED, conformément aux résolutions et décisions du Conseil. Ce programme a été accueilli très favorablement par le Groupe des 77, et le Secrétaire général de la CNUCED a été maintes fois prié non seulement de le maintenir, mais aussi de l'améliorer et de l'intensifier en élargissant la portée et la teneur. Le Groupe des 77 demande instamment qu'aucun effort ne soit épargné pour dégager du budget ordinaire de la CNUCED et obtenir du PNUD et d'autres sources, y compris par des contributions volontaires et/ou des fonds d'affectation spéciale, des ressources permettant de créer, au sein de la Division du commerce avec les pays socialistes de la CNUCED, un groupe permanent chargé de l'exécution de ce programme d'assistance technique considéré comme une activité continue, ordinaire et systématique aux niveaux interrégional, régional et national. Il est urgent de mettre en place des services consultatifs à l'intention d'un certain nombre de pays en développement qui n'ont pu étendre leurs relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe orientale en raison de difficultés de diverses sortes et d'un manque d'information et dont le commerce avec ces pays est de ce fait négligeable ou, dans le meilleur des cas, sporadique. Le "Manuel du commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale", publié dans le cadre de ce programme d'assistance technique, a été salué comme un ouvrage d'une extrême utilité pour les milieux d'affaires des pays en développement et le Groupe des 77 souhaiterait vivement que cette publication soit mise à jour et révisée en fonction des transformations et des faits nouveaux survenus dans l'organisation et la gestion du commerce extérieur des pays socialistes d'Europe orientale, ainsi que de leurs nouvelles politiques commerciales et économiques. La constitution à la CNUCED d'un groupe permanent chargé d'exécuter toutes ces activités contribuerait grandement à promouvoir

le commerce Est-Sud. Le groupe pourrait aussi servir d'organe centralisateur pour la coordination des activités d'assistance technique dans ce domaine, en collaboration étroite avec les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies, le Centre du Commerce international CNUCED/GATT et le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).

187. Le Groupe des 77 a noté avec satisfaction qu'au cours des quelques dernières années, plusieurs pays avaient eu recours au mécanisme consultatif de la CNUCED créé en vertu des résolutions 15 (II) et 95 (IV) de la Conférence. Ce mécanisme a aidé des pays à systèmes économiques et sociaux différents, et plus particulièrement les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement, à nouer des liens commerciaux fructueux et à définir des domaines d'échanges commerciaux et de coopération économique. On observe que, abstraction faite des contacts bilatéraux, le nombre de consultations multilatérales tenues à ce jour est resté limité. Le mécanisme consultatif pourrait plus précisément servir à promouvoir une coopération multilatérale entre les parties intéressées ainsi qu'un début de coopération tripartite. Le Groupe des 77 souhaiterait que ce mécanisme soit perfectionné de façon à mieux répondre aux besoins nouveaux des Etats membres; parallèlement, le secrétariat de la CNUCED devrait renforcer son appui technique aux consultations commerciales de ce type et veiller à ce que les experts qui y participent aient les moyens d'échanger des renseignements sur les possibilités d'importation ou d'exportation en vue d'éventuelles négociations commerciales.

188. S'agissant des activités de recherche et de l'établissement d'études, le Groupe des 77 a constaté une amélioration notable depuis la dernière session de la Conférence, en 1983, mais il faut encore donner une nouvelle orientation aux documents et aux études de recherche, qui devraient être plus pragmatiques et plus concrets. Il serait bon de s'écarter de la tendance suivie jusqu'ici à l'établissement d'études de caractère général et de s'attacher plus spécialement à réaliser des études plus détaillées sur des questions précises touchant au commerce Est-Sud, par exemple les formes nouvelles de coopération économique et commerciale, la création de coentreprises et de sociétés mixtes, la coopération dans le domaine de l'industrie et de la production, le crédit et le financement, et les accords de compensation et de paiement en produits (avec des monographies) ainsi que les faits nouveaux constatés dans la gestion du système de commerce extérieur et les politiques commerciales et économiques des pays socialistes d'Europe orientale. Le Groupe des 77 juge important et indispensable de diffuser toute cette information, en particulier auprès des pays en développement qui pourront ainsi tirer parti des nouvelles possibilités d'élargir une coopération commerciale et économique mutuellement avantageuse avec les pays socialistes d'Europe orientale.

POINT 8 d) DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE POUR LA CNUCED VII

PROBLEMES DES PAYS LES MOINS AVANCES EU EGARD AU NOUVEAU PROGRAMME
SUBSTANTIEL D'ACTION POUR LES ANNEES 80 EN FAVEUR
DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)

I. RAPPEL DES FAITS

189. L'Assemblée générale des Nations Unies avait décidé dans sa résolution 34/203 du 19 décembre 1979 de convoquer une conférence des Nations Unies chargée de mettre au point, d'adopter et d'appuyer le nouveau programme substantiel d'Action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés.

190. En conséquence, la CNUCED a convoqué la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Paris du 1er au 14 septembre 1981 laquelle a, à l'unanimité, adopté le Nouveau Programme Substantiel d'Action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. L'Assemblée générale des Nations Unies a fait sien ce programme dans sa résolution 36/194 du 17 décembre 1981. Les objectifs du Nouveau programme Substantiel d'Action sont les suivants :

a) de promouvoir les transformations de structure nécessaires pour surmonter les difficultés économiques extrêmes des pays les moins avancés;

b) d'assurer à la population pauvre un minimum vital tout à fait suffisant et conforme aux normes internationalement agréées;

c) de déterminer et de concrétiser les grandes possibilités d'investissement et d'en établir l'ordre de priorité;

d) d'atténuer autant que possible les effets des catastrophes naturelles.

191. Le Nouveau Programme Substantiel d'Action est un programme à long terme qui définit les mesures que les PMA eux-mêmes doivent prendre sur le plan local ainsi que les mesures d'appui que devrait apporter la Communauté Internationale pour appuyer l'exécution des programmes de développement des pays. Ces mesures sont en général compatibles avec celles énoncées dans la troisième Stratégie Internationale de Développement des Nations Unies, le Plan d'action de Lagos et le récent Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

II. SITUATION ET PROBLEMES ACTUELS

192. La crise économique persistante des pays les moins avancés qui sont les plus pauvres et les plus faibles économiquement parmi les pays en développement et font face aux problèmes structurels les plus graves, a été un motif de vive préoccupation pour la Communauté Internationale. Les insuffisances structurelles de ces pays se manifestent à travers les revenus par habitant extrêmement bas, la forte proportion de la population vivant dans les secteurs

de subsistance, le taux élevé d'accroissement démographique, une faible productivité agricole, le faible niveau d'exploitation des ressources naturelles, l'insuffisance des infrastructures institutionnelles et physiques, une grave pénurie de personnel qualifié, une part insignifiante de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB et la récurrence des catastrophes naturelles. Ces facteurs sont les principales causes de leurs difficultés économiques et sociales extrêmes. Les pays les moins avancés enclavés et insulaires qui constituent plus de la moitié du groupe des PMA, continuent de faire face à des problèmes supplémentaires en matière de développement en raison de leurs graves handicaps géographiques. Le nombre des PMA, loin de diminuer, est passé à 40 en 1986 alors qu'il était de 31 en 1981 année où le Nouveau Programme Substantiel d'Action a été adopté. Cette situation traduit la détérioration de la situation économique dans les pays en développement en général et dans les pays les moins avancés, notamment en Afrique où leur nombre est passé de 21 à 27. C'est compte tenu de la situation économique difficile des PMA que la communauté internationale s'est engagée dans le nouveau Programme Substantiel d'Action, à fournir une assistance sensiblement accrue à ces pays pour les aider à opérer la transformation structurelle de leur économie et rompre avec leur situation passée et présente et d'échapper à des perspectives peu enviables pour s'orienter dans la voie d'un développement autonome.

193. Malgré le souci accru de la communauté internationale et des organisations internationales de trouver une solution durable aux problèmes des pays les moins avancés, principalement par l'adoption du nouveau Programme Substantiel d'action en 1981, il y a eu une nette détérioration de la situation socio-économique globale de ces pays depuis lors. Nous sommes préoccupés par le fait qu'en dépit du nouveau Programme substantiel d'action, les PMA africains aient continué de voir leur croissance économique se détériorer entre 1981 et 1984 en raison de la profonde crise intérieure occasionnée par un environnement économique international défavorable ainsi que par des calamités et des catastrophes naturelles, notamment la sécheresse a sévi depuis 1982. En outre, la présence d'un grand nombre de réfugiés dans quelques pays africains les moins avancés a continué de fortement gréver les économies de ces pays et à très sensiblement aggraver leurs problèmes socio-économiques. Le PIB global (en prix constants de 1980) a augmenté à un taux annuel moyen de seulement 0,12 p. 100 en termes réels au cours de la période 1981-1984, avec une nette reprise en 1985 où le taux a été de 2,3 p. 100. Ces performances sont en dessous des taux de croissance de 2,8 et 3,6 p. 100 réalisés au cours des périodes 1970-1975 et 1975-1980 respectivement. Le taux de croissance du revenu par habitant (aux prix de 1980) a été en moyenne de -2,5 p. 100 entre 1981 et 1984 correspondant à 158,4 dollars par habitant et en 1985 de -0,3 p. 100 soit 125,4 dollars par habitant.

194. Le PIB des PMA en tant que groupe a diminué au cours de la première moitié des années 80 et la majorité de ces pays ont enregistré des taux de croissance du revenu par habitant négatifs. Le taux annuel moyen de croissance du PIB au cours de cette période a été de 2 p. 100, ce qui équivaut à une baisse annuelle moyenne de 0,5 p. 100 en taux par habitant. Ces chiffres sont à comparer à un taux annuel moyen positif de croissance du PIB de 4 p. 100 au cours des années 70. Malgré une amélioration marginale du taux de croissance

du PIB en 1985 à 2,7 p. 100, ce taux est restée bien en deçà non seulement de l'objectif de 7,2 p. 100 indiqué dans le nouveau Programme substantiel d'action mais aussi des taux de croissance de 4 p. 100 effectivement obtenus dans les années 70.

195. Les résultats obtenus dans le secteur agricole continuent d'être les principaux facteurs déterminant la croissance globale dans les PMA puisque ce secteur contribue pour environ 42 p. 100 au PIB de l'ensemble des PMA et absorbe 80 p. 100 de la population active contre 17 p. 100 et 56 p. 100 respectivement pour les pays en développement dans leur ensemble. La production agricole par habitant a diminué dans les PMA en moyenne de 0,8 p. 100 par an au cours des années 70. Cette chute s'est poursuivie au cours de la première moitié des années 80 au rythme annuel moyen de 0,6 p. 100. La production vivrière par habitant a également baissé en moyenne de 0,5 p. 100 par an au cours des années 70. Les principaux goulôts d'étranglement ont été la sécheresse généralisée, particulièrement en Afrique, et qui continue de sévir dans de nombreuses régions du continent. Ceci a sérieusement affecté la production alimentaire et le bétail et a généralement entraîné une faible productivité.

196. Les résultats dans les domaines du secteur manufacturier, de la consommation d'énergie, du développement des transports et des communications, etc. ont aussi été décevants au cours de la première moitié des années 80. Le taux de croissance annuel moyen du PIB réel du secteur manufacturier n'a été en 1984 que de 1,3 p. 100 dans la plupart des PMA. La consommation d'énergie est restée à un niveau extrêmement faible, de l'ordre de 313 kg par habitant en 1984, contre 669 kg dans les pays en développement en tant que groupe. Dans le domaine des transports et des communications la situation critique, particulièrement dans les 15 PMA enclavés et les neuf PMA insulaires.

197. La situation du commerce extérieur et des paiements extérieurs de la plupart des PMA a continué à souffrir du marasme sur les marchés mondiaux des produits de base, de la détérioration des termes de l'échange de la montée du protectionnisme, de la réduction de l'APD et d'autres types de mouvements de capitaux et du rapatriement des fonds des travailleurs. Les exportations des PMA ont diminué de 10 p. 100 au cours des trois premières années de la décennie actuelle par rapport au niveau enregistré en 1980. Les cours de presque tous les produits de base exportés par les PMA ont considérablement baissé et le déficit annuel moyen des recettes d'exportation provenant de ces produits a été d'environ 770 millions de dollars des Etats-Unis au cours de la période 1978-1983. La baisse des recettes d'exportation a eu des effets défavorables sur la capacité d'importation qui a également diminué de 6 p. 100 entre 1980 et 1985.

III. FACTEURS RESPONSABLES DE LA DETERIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MESURES PRISES PAR LES PAYS LES MOINS AVANCES

198. La détérioration de la situation économique dans les PMA au cours de la première moitié des années 80 est due, entre autres, aux facteurs suivants :

a) Les apports nets au titre de l'APD enregistrées par les PMA sont restées à environ 7 milliards de dollars des Etats-Unis par an au cours de la période 1980-1984 contre une augmentation moyenne d'environ 70 p. 100 par an des flux au titre de l'APD au cours des années 70. Le niveau total de l'APD en 1984 n'a été supérieur que de 44 p. 100 au niveau moyen qu'il avait atteint au cours de la période 1976-1980 en termes nominaux, bien que les pays donateurs se fussent engagés, dans le nouveau Programme substantiel d'action, à doubler ces flux avant 1985. Le total des flux de l'APD en 1984 a représenté 0,08 p. 100 du PNB des donateurs contre 0,15 p. 100 fixé comme objectif dans le nouveau Programme substantiel d'action.

b) L'aide en provenance des institutions multilatérales a baissé en 1985 alors que dans le nouveau Programme substantiel d'action un engagement avait été expressément pris d'accroître considérablement l'assistance multilatérale aux pays les moins avancés;

c) Les flux financiers aux conditions du marché qui avaient augmenté en moyenne de plus de 100 p. 100 par an au cours des années 70, ont régulièrement baissé au cours des années 80, se chiffrant à seulement 457 millions de dollars des Etats Unis en 1984. Ceci est à comparer à un total de flux non concessionnels de 1,1 milliard de dollars enregistré en 1980. L'assistance extérieure totale fournie aux PMA est passée de 8,2 milliards de dollars des Etats Unis en 1980 à seulement 7,5 milliards de dollars en 1984 en termes nominaux.

d) Les engagements pris dans le nouveau Programme substantiel d'action en vue d'améliorer les modalités de l'aide en faveur des PMA ne se sont pas concrétisés. La part moyenne des dons dans l'assistance à des conditions de faveur qui était passée de 86 p. 100 en 1981 à 39 p. 100 en 1983, a baissé à environ 85 p. 100 en 1984. Environ 80 p. 100 de l'aide totale des pays membres du CAD en 1984 étaient liés. Un certain nombre de bailleurs de fonds ont pris récemment des initiatives en vue d'accorder une plus grande importance à l'aide au programme y compris l'assistance sectorielle, le financement général des importations et le soutien à la balance des paiements ainsi que l'aide aux produits de base, l'aide alimentaire, le financement des coûts locaux et des dépenses de fonctionnement, mais des mesures sont totalement insuffisantes pour satisfaire les besoins des pays les moins avancés;

e) La dette extérieure des PMA qui s'était rapidement accrue pendant les années 70 s'est considérablement alourdie au cours de la première moitié des années 80 en raison de l'incidence négative de la crise économique mondiale sur la capacité de ces pays à assurer le service de leur dette. Le total de leur dette extérieure, y compris les emprunts à court terme, est estimée à plus de 39 milliards à la fin de 1985 soit un accroissement de 13 p. 100 par rapport à l'année précédente. En outre, le montant des crédits qu'ils ont reçus du FMI était estimé à 2,2 milliards de dollars. Si ces montants semblent modestes

ils n'en représentent pas moins plus de 50 p. 100 en moyenne du PIB des PMA. Plus des 80 p. 100 de la dette extérieure des PMA sont constitués d'emprunts à moyen et à long termes dont la plus grande partie est contractée auprès d'institutions multilatérales. Le paiement du service de la dette en 1985 s'est élevé à 2 milliards de dollars représentant nettement plus de 20 p. 100 de la valeur des exportations combinées des PMA. Le service de la dette contractée aux conditions du marché a continué de constituer la plus grande partie du total des paiements effectués par les PMA au titre du service de la dette. Bien que 15 pays membres du Comité d'aide au développement aient consenti, en application de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement, des allègements de la dette pour les prêts accordés à 33 PMA au titre de l'aide publique au développement, le service de la dette continue de poser un sérieux problème à de nombreux PMA. Ce problème a été aggravé du fait de la part considérable des dettes non commerciales et de l'accroissement considérable de la dette multilatérale qui n'est pas couverte par la résolution 165 (S-IX) et qui fait l'objet de rééchelonnement sur le plan multilatéral. Depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, 13 PMA ont eu recours au Club de Paris pour le rééchelonnement de leur dette publique et cinq au Club de Londres pour le rééchelonnement de leur dette commerciale. Par ailleurs, un certain nombre de PMA ont dû demander un nouveau rééchelonnement pour pouvoir faire face à leurs obligations accrues au titre de la dette extérieure. Toutefois, ces rééchelonnements se sont eux aussi avérés inadéquats dans la mesure où ils n'accordent aux pays débiteurs qu'un allègement temporaire et ne se traduisent pas par une diminution de l'encours de la dette. A terme ils entraînent un alourdissement du fardeau de la dette.

f) Depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, Les pays les moins avancés (PMA) ont défini des programmes d'ajustement soutenus par des accords de confirmation conclus avec le FMI. Ces programmes d'ajustement, en l'absence d'un accroissement des apports de ressources financières extérieures, ont provoqué de fortes réductions des importations, des investissements, des budgets et des dépenses sociales, contribuant ainsi à ralentir encore la croissance économique.

g) Le maintien de barrières tarifaires et non tarifaires touchant des marchés importants continue à freiner le développement des exportations des PMA. En dépit des engagements pris dans le nouveau Programme substantiel d'action, dans la Déclaration ministérielle du GATT de 1982 et, tout récemment, dans la Déclaration de Punta Del Este de 1986, bon nombre de pays développés continuent d'imposer divers types de restrictions sur les exportations en provenance des PMA. De plus, les PMA qui sont enclavés ou insulaires doivent faire face à des coûts de transport élevés qui amoindrissent la compétitivité de leurs produits sur les marchés mondiaux;

h) Etant donné que presque 85 p. 100 des exportations des PMA portent sur des produits primaires et consistent en une gamme réduite de produits, ces pays ont été durement frappés par l'effondrement des prix internationaux des produits de base et par la détérioration des termes de l'échange. Pour la quasi-totalité des produits primaires présentant pour les PMA un intérêt à l'exportation, les prix ont accusé une chute brutale. Leurs recettes en devises se sont trouvées réduites en conséquence. Pour la période allant de 1978 à 1983, le déficit annuel moyen en ce qui concerne les recettes provenant de leurs principaux produits d'exportation s'est élevé à 720 millions de dollars.

dollars des Etats-Unis, ce qui représente 11 p. 100 de leurs exportations annuelles moyennes et constitue plus des deux tiers du total de l'assistance à des conditions de faveur qui leur a été consentie en 1983. Ce déficit, combiné avec une augmentation des paiements dus au titre du service de la dette et une baisse des apports au titre de l'Aide publique au développement, a entravé le rôle du secteur extérieur dans la promotion du développement économique des PMA et les économies de ces pays se retrouvent encore plus marginalisées sur le plan mondial. Le financement compensatoire mis à leur disposition dans le cadre des régimes de financement actuels est insuffisant, ce qui se traduit par l'épuisement de leurs réserves monétaires et de l'ensemble de leur capacité globale de mobiliser des ressources financières pour le développement. Les engagements pris dans le nouveau Programme substantiel d'action concernant l'adoption de dispositions spéciales en faveur des PMA pour la compensation de leurs déficits de recettes d'exportations de produits de base n'ont pas été entièrement tenus;

i) L'assistance consentie aux pays les moins avancés enclavés et insulaires et les mesures prises en application des résolutions pertinentes qui les concernent sont encore tout à fait insuffisantes à alléger les difficultés auxquelles ces pays se heurtent.

199. Pour leur part, les PMA ont pris un certain nombre de dispositions afin d'améliorer leur situation économique. Ces dispositions comportent, notamment, l'adoption de politiques qui permettent réellement de mobiliser les ressources nationales, d'accroître la production alimentaire et agricole, et de développer le commerce extérieur. Depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action, presque tous les PMA ont désigné un organe chargé de centraliser l'exécution, le suivi et le contrôle de ce Programme. Vingt-huit PMA ont organisé une réunion de consultation par pays, ainsi qu'il est prévu dans le Programme. Cinq autres PMA se préparent à organiser des réunions similaires.

200. Malgré la faiblesse et souvent la baisse de leur revenu par habitant, plusieurs PMA sont parvenus pendant la période allant de 1980 à 1984 à réaliser des taux d'épargne intérieure supérieure à 10 p. 100 et dans certains cas dépassant 15 p. 100. Afin d'intensifier la mobilisation des ressources intérieures plusieurs d'entre eux ont adopté des mesures visant à simplifier leur régime fiscal et à en élargir l'assiette ainsi qu'à rationaliser l'administration fiscale. En outre, des efforts sont entrepris en vue d'élever la productivité des entreprises du secteur public. La mise en valeur et la mobilisation des ressources humaines, par l'élimination de l'analphabétisation des adultes, l'expansion de l'enseignement public, y compris la formation professionnelle et le développement de l'esprit d'entreprise constitue l'un des éléments importants des plans et programmes de développement de plusieurs PMA. Le taux d'analphabétisme chez les adultes a baissé de plus de 20 points de pourcentage entre 1970 et 1985 dans sept des PMA. Presque tous les PMA ont enregistré une diminution de leurs taux d'analphabétisme entre 1980 et 1985. Le nombre d'étudiants des cours de formation professionnelle dans les PMA s'est accru de 24 p. 100 entre 1980 et 1984. Dans le domaine de la production alimentaire et agricole, bon nombre de ces pays ont pris des mesures en vue d'élever la production et la productivité entre autres en recourant davantage au mécanisme du marché, en mobilisant la population rurale et en diversifiant la production. Afin d'être mieux armés face à un environnement économique hostile et constamment changeant, de nombreux PMA ont adopté des mesures de politique appropriées pour la mise en place d'une infrastructure institutionnelle et

physique et ce, en dépit de leurs ressources limitées. L'aide fournie par d'autres pays en développement au titre de la coopération économique entre pays en développement est venue s'ajouter aux efforts que les PMA eux mêmes déploient afin de trouver des solutions à leurs problèmes. Cependant, malgré toutes ces mesures positives, les perspectives de développement des PMA restent sombres, du fait d'un environnement extérieur extrêmement hostile.

4. RECOMMANDATIONS

201. A la fin de l'examen global à mi-parcours de l'application du nouveau Programme substantiel d'action par le Groupe intergouvernemental d'experts chargé de la question des pays les moins avancés en septembre/octobre 1985, un certain nombre de recommandations ont été faites en vue d'améliorer la situation des PMA et de promouvoir la pleine et entière application du nouveau Programme substantiel d'action. Il serait nécessaire d'appliquer pleinement et rapidement toutes ces recommandations et conclusions, ainsi que d'autres mesures figurant dans le nouveau Programme substantiel d'action lui-même. Il faut notamment rappeler les recommandations suivantes et y donner rapidement une suite appropriée :

i) Les pays les moins avancés réaffirment qu'ils assument la responsabilité première de leur développement général;

ii) La communauté internationale devrait appuyer les efforts des PMA en vue d'accroître leur production alimentaire par habitant et, compte tenu des problèmes énergétiques, fournir une assistance financière et technique destinée à la recherche, à la prospection et à la mise en valeur des ressources énergétiques; elle devrait en outre aider les PMA à optimiser l'utilisation des capacités de leurs unités de production économique;

iii) Les donateurs devraient s'efforcer de fournir une aide d'urgence et de financer les frais de gestion des opérations de secours dans les PMA africains touchés par la famine et autres calamités;

iv) Le nouveau programme substantiel d'action devrait être pleinement et effectivement appliqué et un volume sensiblement accru d'assistance financière en valeur réelle devrait être fourni aux pays les moins avancés à des conditions correspondant à leurs besoins immédiats et à long terme en matière de développement;

v) Les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait devraient atteindre l'objectif de 0,15 p. 100 de leur PNB en matière d'APD aux pays les moins avancés avant la fin de la décennie ou s'employer, à titre prioritaire, à doubler leur APD, ce qui devait être réalisé en 1985;

vi) L'assistance multilatérale aux pays les moins avancés par l'intermédiaire, notamment, de l'IDA, du FIDA, des banques régionales de développement et de leurs fonds, du PNUD, du Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, du FENU, du Programme des Volontaires des Nations Unies, etc., devrait être sensiblement augmentée de façon à répondre aux besoins accrus des pays les moins avancés, et les donateurs devraient verser une part substantielle de leur aide par le truchement de ces institutions et organismes;

vii) La huitième opération de reconstitution des réserves de l'IDA devrait être sensiblement plus importante que les opérations de reconstitutions précédentes, compte tenu du rôle capital que joue l'IDA pour les pays les moins avancés;

viii) Les institutions internationales pertinentes devraient intensifier leurs efforts pour créer de nouveaux mécanismes et arrangements en vue de mobiliser des ressources financières accrues en faveur des pays les moins avancés, notamment par des mesures telles que l'élaboration d'un plan international de taxation pour le développement, de nouvelles ventes d'or par le FMI, l'établissement d'un lien entre la création de DTS et l'aide au développement et le recours à des techniques de bonification d'intérêts. Le FMI devrait effectuer un examen approfondi des principes sur lesquels repose sa conditionnalité, afin de tenir compte des priorités sociales, économiques et politiques particulières aux PMA africains et allouer à ces pays une part importante des droits de tirage spéciaux (DTS), des facilités du Fonds d'Affectation spéciale et des mécanismes de financement compensatoire;

ix) En ce qui concerne les modalités de l'aide, des mesures immédiates devraient être prises pour fournir aux pays les moins avancés une APD sous forme de dons et leur accorder, sans discrimination, des prêts à des conditions extrêmement favorables, au moins aussi favorables que celles qui sont pratiquées par l'IDA, et sur une base non liée. Des mesures devraient également être prises en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide. A cet égard, un mécanisme permettant d'assurer le décaissement automatique et prévisible de l'aide devrait être créé;

x) Les pays développés devraient appliquer intégralement et rapidement la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement et convertir en dons pour tous les pays les moins avancés sans discrimination, tous les prêts bilatéraux d'APD en cours;

xi) Prendre des dispositions pour accroître leurs financements des coûts locaux ainsi que des dépenses de fonctionnement;

xii) Les créiteurs devraient accorder aux PMA un rééchelonnement substantiel et pluri-annuel des dettes privées, notamment l'annulation des paiements au titre du service de la dette et/ou annuler complètement la dette.

xiii) Les donateurs devraient verser des avances sur les engagements pris de réduire les délais de versement et d'accroître l'efficacité de l'assistance;

xiv) Les donateurs devraient aussi accroître leur soutien à la balance des paiements ainsi que l'aide aux produits de base, l'aide aux programmes, y compris l'assistance sectorielle, et le financement général des importations, et ils devraient prévoir des conditions suffisamment souples pour faciliter une utilisation effective de ces types d'aide. Le soutien à la balance des paiements en général ne doit pas servir d'occasion d'exercer des pressions politiques sur les pays les moins avancés et ne devrait pas être lié à l'acceptation par ces pays de mesures et programmes, qui entraînent des coûts sociaux entravant leurs priorités, buts et objectifs fondamentaux ou compromettant leur interdépendance et leur souveraineté nationales;

xv) Les donateurs devraient fournir en temps voulu une assistance à des conditions appropriées afin d'atténuer les conséquences préjudiciables des programmes d'ajustement et d'appuyer les efforts réalisés par les pays les moins avancés pour mettre en oeuvre les changements d'orientation voulus;

xvi) Les pays développés et les organisations internationales devraient en outre aider les PMA à créer des industries de transformation locale des matières premières et des produits alimentaires, à élaborer des projets intégrés pour le développement des exportations et fournir des ressources suffisantes pour faire face aux problèmes que pose l'offre;

xvii) Un mécanisme compensatoire permettant de compenser intégralement les déficits de recettes d'exportation des pays en développement devrait être mis en place, avec des dispositions spéciales en faveur des pays les moins avancés. Des mesures spéciales devraient être prises pour renforcer les marchés de produits de base et accroître les recettes d'exportation que les pays les moins avancés, tirent de ces produits. Des arrangements particuliers devraient être envisagés pour les PMA dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire du FMI en prévoyant notamment une compensation complète de toutes les recettes d'exportation, pour le subventionnement des intérêts que les PMA paient sur les tirages en cours, ainsi qu'un allongement des périodes de remboursement et de franchise;

xviii) Tous les pays développés qui ne l'ont pas encore fait devraient rapidement adopter des mesures spéciales afin de compenser intégralement les déficits de recettes d'exportation des pays les moins avancés;

xix) Conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée le 10 décembre 1982, aux résolutions 137 (VI) et 138 (VI) de la Conférence et à la résolution 319 (XXXI) du Conseil du commerce et du développement sur la nécessité d'une action spécifique en rapport avec les besoins et problèmes particuliers des pays les moins avancés sans littoral et des pays les moins avancés insulaires et compte tenu de l'extrême gravité de ces problèmes, les pays de transit devraient intensifier leur coopération avec les pays les moins avancés sans littoral afin d'atténuer les problèmes qui se posent en matière de transit;

xx) Les donateurs, tout en fournissant une assistance technique et financière aux pays les moins avancés sans littoral et insulaires devraient plus particulièrement axer leur effort sur les investissements pour le développement des infrastructures. Les organismes internationaux, en particulier le PNUD et les commissions régionales, devraient continuer d'aider, au moyen de mesures appropriées, les pays les moins avancés qui connaissent des problèmes spécifiques de transport en transit et de communications;

xxi) Il conviendrait de veiller, lors de l'application de toutes ces mesures, à ce que l'aide profite à tous les pays les moins avancés en fonction de leurs besoins propres sur une base juste et équitable;

xxii) Les réunions de consultation par pays, qui constituent le mécanisme d'examen périodique et de mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action, devraient être encore renforcées et améliorées dans un souci d'efficacité accrue. Le PNUD et la Banque mondiale, en tant qu'institutions chefs de file, devraient accroître leur assistance technique aux pays les moins avancés afin de leur permettre de se préparer efficacement à ces réunions. Les pays donateurs devraient être représentés à un niveau suffisamment élevé. Les réunions devraient conduire à l'adoption d'engagements fermes et garantir une mobilisation accrue de ressources en faveur des pays les moins avancés.

xxiii) Dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement et de l'autosuffisance collective, les pays en développement qui sont en mesure de le faire devraient continuer à fournir une assistance aux pays africains les moins avancés dans la limite de leurs ressources.

xxiv) Les pays développés donateurs et les institutions financières internationales participants aux tables rondes organisées en faveur des PMA en particulier les tables rondes parrainées par le PNUD ne devraient pas lier leurs engagements pour l'octroi des ressources pour le développement aux PMA à la condition qu'ils aient entrepris un programme d'ajustement effectif avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Ces tables rondes doivent plutôt être considérées comme des mesures additionnelles destinées à accroître les ressources financières destinées à accélérer le développement de ces pays.

xxv) Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale devraient être priés de créer un mécanisme approprié d'intervention en faveur des monnaies des pays les moins avancés lors de la mise en oeuvre par ces pays de leurs programmes d'ajustement avec le FMI et la Banque mondiale; ceci afin d'éviter que ces monnaies connaissent une rapide détérioration des taux de change qui à son tour aggraverait l'inflation, et réduirait la croissance en particulier et le processus de développement en général.